

90% D'ENTRE-EUX CROIENT EN LA CROISSANCE

Les chefs d'entreprises optimistes

Les dirigeants d'entreprises algériens démarrent l'année 2024 plus optimistes qu'avant. L'optimisme de nos chefs d'entreprises est si fort, que beaucoup d'entre eux, affirment que les trois principales priorités des entreprises algériennes durant l'année en cours sont la poursuite de leurs processus de digitalisation, la conquête de marchés internationaux à l'export, ou encore l'amélioration de leur compétitivité par l'investissement. P 3

LUTTE CONTRE
LES INCENDIES DE FORÊTS
**Le plan de prévention
dévoilé**



Le délégué général aux risques majeurs au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Hamid Afra, a fait savoir qu'en 2023, les dégâts causés par les feux de forêts ont coûté 4,5 milliards de dinars. C'est énorme d'où la nécessité de mettre plus de moyens pour la prévention et réduire les incendies de forêts.

P 2

PENSIONS DE RETRAITE
**Les nouvelles
revalorisations versées
en juin prochain**

Les augmentations décidées récemment par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux retraités seront versées à partir de juin prochain, avec effet rétroactif du 1 mai 2024. C'est ce que le directeur de la retraite à la Caisse nationale des retraites (CNR), Abdelhafid Adrar, a annoncé hier. Une moyenne de 3500 DA sera octroyée aux 3,5 millions de retraités, avec une incidence financière de 170 milliards de DA.

P 5

PROGRAMME DE 3 GW D'ENR
**Un financement de 3
milliards de dollars mobilisé**

Le coût du programme actuel des énergies renouvelables, dans sa première phase, portant sur la production de 3 GW d'énergie solaire, est estimé à plus de 400 milliards de DA (3 mds de dollars) et sera couvert par un prêt de la Banque Nationale d'Algérie (BNA), a indiqué, hier à Alger, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

P 5



Afrika®
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024
PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

SIPSA®
FILAHHA
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

DJAZAQUA®
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

INTERNET FIXE

Le nombre d'abonnés en Algérie s'élève à 5,7 millions

Le nombre d'abonnés à Internet fixe en Algérie, estimé à 3,5 millions en début 2020, s'élève actuellement à 5,7 millions, a annoncé lundi le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki. Invité au forum de la Radio nationale, le ministre a indiqué que cette augmentation s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que dans la réalisation des objectifs intermédiaires du plan d'action du secteur. Il a fait observer que l'opération d'augmentation du nombre d'abonnés a été accompagnée d'efforts visant à "améliorer" le service offert, à travers l'augmentation du débit Internet de 2 à 10 mégabits/seconde, pouvant atteindre 300 mégabits/seconde, sans incidence financière sur les citoyens. Concernant les abonnés à Internet mobile, le ministre a noté une "évolution considérable" des indicateurs d'abonnement, relevant que " le parc d'abonnés à Internet mobile a dépassé les 46 millions d'abonnés (3 et 4 G), après avoir été estimé à 37 millions d'abonnés en 2020". Il a, également, souligné la poursuite des efforts pour assurer des bandes de fréquences supplémentaires, ce qui permettra d'augmenter la consommation nationale d'Internet, ainsi que d'augmenter la capacité du réseau international en renforçant et en diversifiant les câbles sous-marins. Par ailleurs, M. Bibi Triki a relevé la poursuite de l'amélioration des services postaux et leur rapprochement des citoyens, notamment par leur numérisation et leur modernisation, ainsi que la poursuite de la création de nouveaux bureaux de poste, y compris mobiles, et le renforcement du parc des distributeurs automatiques de billets (DAB).

LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊTS

Le plan de prévention dévoilé

Le délégué général aux risques majeurs au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Hamid Afra, a fait savoir qu'en 2023, les dégâts causés par les feux de forêts ont coûté 4,5 milliards de dinars. C'est énorme d'où la nécessité de mettre plus de moyens pour la prévention et réduire les incendies de forêts.

Synthèse Slimane T.

Pour renforcer la prévention et la vigilance, et ainsi réduire les pertes, « la direction générale des forêts a eu l'accord du Premier ministre et du ministère des Finances pour recruter des saisonniers », annonce Afra dans une déclaration à la radio. Autre nouveauté cette année, « la campagne de lutte contre les incendies de forêt a débuté le 1er mai, soit avec un mois d'avance par rapport à d'habitude », indique le délégué général aux risques majeurs, en notant que cette décision a été prise pour s'adapter au réchauffement climatique. Un conseil interministériel, présidé par le premier ministre, s'est tenu, avant-hier lundi, au sujet de la prévention et de la lutte contre les feux de forêts. Il s'agit du deuxième conseil interministériel après celui du 26 mars dernier, au cours duquel, le plan national de lutte contre les incendies de forêts a été examiné. « Ce plan comprend de nombreuses actions préventives, notamment l'ouverture des

pistes forestières et la réalisation des points d'eau et des aires d'atterrissages pour les moyens aériens », précise le responsable.

25 appareils aériens et des drones de détection mobilisés cette saison

Cette année encore, les moyens aériens de lutte contre les feux de forêts ont été renforcés. « C'est la quatrième année que nous utilisons les moyens aériens d'extinction des feux, qu'ils soient affrétés ou acquis. Sur le plan d'acquisition de sept avions bombardiers d'eau en 2024, six ont déjà été réceptionnés à l'aéroport d'Alger, le septième arrivera au quatrième trimestre de cette année. Six autres appareils ont été affrétés », indique Hamid Afra. « Si l'on ajoute les moyens déjà existants, à savoir six hélicoptères de la Protection Civile et cinq autres appareils du ministère de la Défense nationale, sans oublier le Beriev acquis et qui a une capacité de 12 mille litres d'eau, cela fait une flotte de 25 appareils aériens mobilisés cette saison pour lutter

contre les incendies », annonce le responsable, précisant que des drones sont également utilisés pour la détection des incendies. Hamid Afra rassure également sur la disponibilité de l'eau pour éteindre les feux. « Nous comptons 12 barrages éligibles à l'écopage, car disposant d'un plan d'eau d'une longueur d'au moins 500 mètres, une condition pour qu'un avion puisse d'y ravitailler. Il y a aussi les bassins d'eau réalisés dans les massifs forestiers et l'eau de mer disponibles le long de la côte ». Contrairement à d'autres risques majeurs, les risques d'incendies sont prévisibles à partir des données météo qui représentent des facteurs aggravants. Pour autant, la naissance du feu elle n'est pas prévisible et dans la plupart des cas, elle est d'origine criminelle. C'est pourquoi, il faut travailler sur la prévention et la sensibilisation. Le responsable rappelle que « la loi qualifie de crime terroriste l'acte volontaire d'incendier et le traitement de ces affaires se fait au niveau du pôle spécialisé de Sidi M'hamed ».

ENERGIE

Arkab reçoit une délégation de la société algéro-portugaise, TECHNOEDIF Engineering

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu lundi, à Alger, une délégation de la société algéro-portugaise, TECHNOEDIF Engineering, spécialisée dans les services d'ingénierie de l'industrie pétrolière et gazière, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du

ministère, les deux parties ont discuté des opportunités de coopération et d'investissement dans le secteur de l'énergie, en particulier les services d'ingénierie dans le domaine du pétrole et du gaz, ainsi que des solutions technologiques modernes ayant trait aux hydrocarbures, en sus de la formation de la ressource humaine

en Algérie, précise le communiqué. Selon la même source, les deux parties ont également passé en revue les activités et les programmes actuels et futurs de l'entreprise, notamment dans les domaines de la pétrochimie, de la valorisation et de la réduction de l'empreinte carbone. Le ministre est la délégation de TECHNOEDIF Enginee-

ring ont, en outre, souligné l'importance de "l'échange d'expériences, du transfert de technologie et de l'établissement de partenariats mutuellement bénéfiques avec les institutions du secteur dans les domaines des hydrocarbures, de l'électricité, et de l'industrie manufacturière minière", ajoute le communiqué.

FÊTE DU SAFRAN

Une trentaine d'exposants à la 2^e édition de à Bejaia

Une trentaine d'exposants, issus de 14 wilayas, ont pris part, lundi à la Maison de la culture de Bejaia, à la cérémonie d'ouverture de la 2e édition de la Fête du safran avec pour objectif de vendre et faire découvrir au public cette épice. Déclinée en bulbe, en pistils, ou dans ses différents usages, notamment en cuisine, car contribuant à relever les saveurs, les safraniers ont multiplié à l'occasion les attractions, certes pour aguicher, mais aussi pour

faire montre de leur savoir-faire, dont l'évolution "apparaît remarquable au regard de l'émergence relativement récente de cette fleur dans la nomenclature des cultures du terroir", y voit le président de l'association des producteurs de safran de la wilaya, Saddek Amara. "Ceci est surtout vrai à Bejaia qui, actuellement, regroupe pas moins de 13 associations avec à leur tableau de bord, une récolte annuelle de pas moins de 2 kg", dira-t-il, expliquant que cette production

apparaissant comme modeste, a assuré à ses auteurs une rentrée vénale de l'ordre de 10 millions de dinars, à raison de 5.000 dinars le gramme de safran. Le safran dans la wilaya est cultivé dans sept communes au travers d'une superficie estimée à 1,2 hectare bien modeste, en comparaison avec certaines autres wilayas, à l'instar de Khenchela, qui cumule une expérience de 15 ans et un effectif spécialisé de 40 safraniers pour une production de plus de 3 kg, selon

la même source. Pour autant, l'espoir reste permis pour aller loin, pour peu que certaines contraintes soient levées, particulièrement la mise en place d'organismes certificateurs du produit au niveau national, la création d'un vrai marché pour la filière et surtout l'initiation d'une action salvatrice pour la réduction du prix d'acquisition de la semence, a expliqué, Saddek Amara, ingénieur agronome de son état. (APS)

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

90% D’ENTRE-EUX CROIENT EN LA CROISSANCE

Les chefs d’entreprises optimistes

Les dirigeants d’entreprises algériens démarrent l’année 2024 plus optimistes qu’avant. L’optimisme de nos chefs d’entreprises est si fort, que beaucoup d’entre eux, affirment que les trois principales priorités des entreprises algériennes durant l’année en cours sont la poursuite de leurs processus de digitalisation, la conquête de marchés internationaux à l’export, ou encore l’amélioration de leur compétitivité par l’investissement.

Par Réda Hadi

C’est l’avis général, des présents à la 27e édition du PricewaterhouseCoopers (PwC), un réseau britannique d’envergure internationale d’entreprises spécialisées dans des missions d’audit, d’expertise comptable et de conseil, qui s’est ouverte, hier mardi à l’hôtel Sheraton d’Alger, en présence de plusieurs membres du Gouvernement, du CREA et des chefs d’entreprises. Le moral est au beau fixe et amène ainsi, à plus de résilience et d’audace entrepreneuriale. Ainsi donc cette 27e édition du PricewaterhouseCoopers (PwC), a été placée sous le slogan «Transformation et résilience : l’Algérie à l’aube d’une nouvelle ère économique», avec 4 thématiques à savoir le secteur des mines et de sidérurgie, les énergies renouvelables, le numérique et l’intelligence artificielle et, enfin, l’investissement et les exportations. Présent à cette inauguration, le ministre des finances, Laaziz Faïd a rappelé que le pays à atteint un taux de croissance de 4,1 % en 2023, outre 7 000 projets d’investissement enregistrés au niveau de l’AAPI et la création de 250 000 emplois via des projets récemment lancés dans le pays. « Les indicateurs sont au vert. Je dirai que le taux de croissance de l’Algérie est l’un des meilleurs au niveau du bassin méditerranéen, et cela grâce au climat des affaires favorable et le regain de confiance ». Pour sa part, le Président du CREA, Kamel Moula a estimé que « les chiffres révélés par l’enquête de PwC nous confèrent une grande fierté. D’abord pour le pays, ensuite pour les chefs d’entreprises algériens », soulignant que ces patrons ont plus que besoin de cette synergie. A travers un sondage réalisé auprès d’un

panel de 4 700 dirigeants, dont des dirigeants algériens, a révélé que 90%des chefs d’entreprises algériens croient en une dynamique croissance en 2024, alors que 87 % sont sereins, estimant que leurs entreprises connaîtront une croissance au cours des trois prochaines années. Selon Walid Abi Ayad de PwC, pour 55% des chefs d’entreprises algériens, le changement climatique constitue une motivation pour développer leurs entreprises, sachant que la moyenne mondiale est de 75%. Ce qui témoigne, selon M. Abi Ayad, d’une prise de conscience des dirigeants en Algérie. 50%des chefs d’entreprises algériens comptent innover pour répondre aux marchés internationaux. Aussi, indique le même baromètre, 50% des chefs d’entreprises algériens comptent innover pour répondre aux marchés internationaux, alors que la moyenne mondiale est de 58%. Interrogés sur les risques auxquelles les entreprises seront exposées, 68 % des chefs d’entreprises interrogés ont identifié l’inflation comme un risque majeur, alors que 51 % des dirigeants se considèrent exposés aux risques liés à la cyber-sécurité. Pour faire face à ces défis notamment, 55 % des dirigeants prévoient une transformation majeure de leur business model dans les prochains dix ans, dans le cadre de la modernisation de leurs entreprises Au plan de la numérisation et de l’utilisation de l’intelligence artificielle, M. Abi Ayad a affirmé que 57% des chefs d’entreprises algériens prévoient une amélioration dans l’efficacité dans le travail, alors que 50% des chefs d’entreprises algériens estiment que l’intelligence artificielle aura un impact positif au cours des trois prochaines années.

« Chez PwC, nous sommes convaincus qu’il y a un regain économique en Algérie », affirme M. Abi Ayad, soulignant « l’amélioration du climat des affaires et une volonté d’aller vers un développement économique multiple » Dans les allées de cette rencontre, l’immense majorité des personnes que nous avons croisé, ont déclaré que l’année 2023 fut satisfaisante, voire prolifique pour certains d’entre eux. Les opérateurs eux-mêmes s’étonnent d’une telle vigueur et résilience économique pour une année 2023 qui semblait être une année de transition après deux années de crise sanitaire. Les dirigeants commencent donc, l’année avec un sentiment de confiance accru par rapport à il y a un an. Et contrairement aux idées reçues, beaucoup d’entre eux, soulignent que la technologie et l’IA sont en passe d’être les moteurs de la prochaine phase de la transition vers une économie nationale, plus digitale et plus durable. Car selon eux, les outils et technologies digitales sont au cœur des priorités d’investissement, à commencer par l’IA. Toutefois, une majorité de dirigeants de tous les secteurs soulignent également que le jugement humain est plus important que jamais dans un monde régi par l’IA. De plus, l’éthique et la durabilité ne sont plus des options, mais des obligations. Face à une clientèle algérienne de plus en plus informée et exigeante, les entreprises sont tenues d’adopter des pratiques responsables, intégrant la responsabilité sociale et environnementale au cœur de leurs stratégies. Et ce point-là, les dirigeants des entreprises algériennes, l’ont compris et veulent en faire un atout dans leur stratégie de développement.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR L’Algérie et l’Italie signent un mémoirendum d’entente

Un mémoirendum d’entente algéro-italien dans le domaine de l’enseignement supérieur et la recherche scientifique visant à renforcer la coopération bilatérale en prévision de l’établissement d’un partenariat dans la recherche scientifique, a été signé hier mardi à Alger. La cérémonie de signature du document a été coprésidée par le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari et la ministre italienne des Universités et de la Recherche, Anna Maria Bernini, au siège du ministère, en présence de l’ambassadeur de la République d’Italie en Algérie, Alberto Cutillo. A cette occasion, M. Baddari a souligné que ce mémoirendum d’entente visait à « développer et renforcer la coopération dans le domaine de l’enseignement supérieur et la recherche scientifique, en prévision de l’établissement d’un partenariat, notamment dans le domaine pédagogique pour assurer un environnement d’enseignement unifié entre les universités algériennes et italiennes, et partant créer un réseau universitaire et de recherche commun entre les deux pays». Ce mémoirendum tend également à conclure un accord de jumelage entre les différentes structures universitaires des deux pays, à préparer la création d’une université de la quatrième génération dans les deux pays et à renforcer la démarche visant à opérer la transition d’une université conventionnelle à une université entrepreneuriale, à même de contribuer à la création de richesses », a-t-il soutenu. De son côté, Mme Bernini a exprimé sa disponibilité à concourir à l’échange d’expertises académiques et de recherche entre les deux pays pour relever le défi dans le domaine de la formation universitaire et de la recherche scientifique et préparer les étudiants aux métiers futurs dans divers domaines. R E.

DEMANDE DE PÉTROLE

L’Opep maintient ses prévisions de croissance

La demande mondiale de pétrole ne devrait pas faiblir en dépit des incertitudes géopolitiques, indique mardi l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dans son rapport mensuel. L’organisation maintient ses prévisions de croissance de la demande communiquées en avril. Le monde devrait ainsi consommer 104,5 millions de barils de pétrole par jour (mb/j) en moyenne en 2024, puis 106,3 mb/j en 2025 après 102,2 mb/j en 2023, selon les projections mensuelles de l’organisation. "Les prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2024 demeurent globalement inchangées par rapport à l’évaluation du mois dernier à 2,2 mb/j", écrit ainsi l’Opep dans son rapport. Elle note toutefois "quelques légers ajustements à la hausse" pour le premier trimestre 2024, notamment concernant le conti-

nent américain et la Chine en raison d’une demande meilleure que prévu, compensée toutefois par une révision à la baisse de la demande au Moyen-Orient pour les deuxième et troisième trimestres. En conséquence, «l’OCDE devrait connaître une croissance de près de 0,3 mb/j, tandis que les pays non membres de l’OCDE devraient connaître une croissance d’environ 2,0 mb/j», selon le rapport. En 2025, la croissance de la demande mondiale devrait rester robuste à 1,8 mb/j, inchangé par rapport à l’évaluation faite au mois d’avril, essentiellement portée par les pays non membres de l’OCDE (1,7 mb/j). L’Opep met toutefois en garde contre les «incertitudes» qui pèsent sur ces projections, compte tenu des «développements géopolitiques en cours dans plusieurs régions». Elle appelle également à sur-

veiller le rythme anticipé du déclin de l’inflation, qui va «influencer les coûts de production du pétrole brut» et souligne que l’influence du niveau limité d’investissement dans l’exploration et la production «demeure incertaine, dans un contexte de recherche continue d’efficacité et de meilleure productivité dans l’ensemble de l’industrie».

Le Brent stable à plus de 83 dollars

Les cours du pétrole restaient stable mardi, les investisseurs attendant des données clefs sur l’inflation aux Etats-Unis, qui devraient permettre de donner une orientation à la politique monétaire à venir de la Réserve fédérale américaine. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet perdait vers midi 0,01% à 83,35 dollars. Son équivalent américain, le baril de

West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, cédait 0,03% à 79,10 dollars. Selon les analystes, "les prix du pétrole se trouvent dans une sorte de position d’attente" alors que les investisseurs attendent "les principaux indicateurs de la semaine". Le marché attend en effet la publication plus tard dans la journée de l’indice des prix à la production (PPI) pour avril aux Etats-Unis, mais surtout l’indice des prix à la consommation (CPI) pour avril mercredi. Les investisseurs surveillent par ailleurs "les perturbations potentielles de l’approvisionnement en pétrole dues aux incendies de forêt dans l’Ouest du Canada, qui pourraient avoir une incidence sur la capacité de production quotidienne de 3,3 millions de barils de pétrole extrait des sables bitumineux du pays", selon les analystes.

Synthèse R E.

INDUSTRIE

Aoun appelle à prospecter les marchés étrangers

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a appelé, lundi, les responsables de l'entreprise d'Electro-Industrie d'Azazga, à l'Est de Tizi-Ouzou, à prospecter les marchés étrangers pour la commercialisation de leurs produits. Le ministre, qui a assisté à un exposé sur la situation de l'entreprise spécialisée dans la fabrication de transformateurs et moteurs électriques et qui dispose d'un lot important de produits en stock, a instruit ses responsables à chercher des débouchés sur les marchés étrangers, notamment le marché africain. "Il ne faut pas se contenter du marché local et aller prospecter en Mauritanie, en Tunisie et en Libye pour écouler ces produits", leur dira-t-il en les assurant de la disponibilité des pouvoirs publics à leur accorder des facilités pour leurs opérations d'exportation. Le ministre a, également, instruit les responsables de la même entreprise d'accélérer le processus de production de leur nouveau produit, un transformateur de grande puissance, en partenariat avec une société indienne, tout en demandant des explications sur le retard enregistré par ce projet lancé depuis 2018. Lors de cette visite, M. Aoun s'est aussi rendu dans deux unités privées, l'une de fabrication de médicaments et l'autre de fabrication de faïence.

SOCIÉTÉS COTÉES EN BOURSE

Le planning des Assemblées générales annuelles dévoilé

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse a rendu publiques, les dates prévues pour la tenue des Assemblées annuelles générales des sociétés cotées en bourse. Selon un communiqué de la COSOB, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la spa EGH CHAINE EL-AURASSI sera organisée le 21 mai au siège de l'entreprise. A l'ordre du jour, il sera question, entre autres, de l'examen du rapport de gestion de l'exercice 2023, l'état financier arrêté au 31 décembre 2023, et de la reconfiguration du Conseil d'administration. Tandis que l'AGO de la société Biopharm est programmée pour le 5 juin au siège de l'entreprise, sis à Reghaia. Outre l'approbation des comptes de l'exercice 2023 et des comptes consolidés de l'exercice 2023, il est prévu la nomination d'un Administrateur et d'un nouveau commissaire aux comptes. Alors que la journée du 6 juin est réservée à l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires d'Alliance Assurances.

RENTREE SCOLAIRE

Les opérateurs s'engagent à proposer des articles scolaires à des prix abordables

Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a indiqué, lundi dans un communiqué, qu'en prévision de la prochaine rentrée scolaire, des opérateurs économiques locaux, actuant dans la production et l'importation des articles scolaires, se sont engagés à assurer la disponibilité de leurs produits et les proposer à des prix abordables, dans le but de préserver le pouvoir d'achat des familles. Cet engagement a été pris à l'occasion de la réunion de la commission "Articles scolaires", relevant du CREA et composée de producteurs et d'importateurs de ces produits, qui s'est tenue lundi, à l'invitation du président de cette organisation patronale, Kamel Moula, explique le communiqué. Dans son intervention, M. Moula a assuré que cette commission "allait travailler en étroite concertation avec

le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations", ajoute le document, précisant que "les échanges entre les opérateurs économiques ont permis de définir les grands axes du plan d'action de la commission". Parmi ces axes, le CREA a cité "l'identification des capacités d'investissement aux fins d'élaborer un plan de développement de la production nationale des articles scolaires pour limiter leur importation", soulignant qu'il (CREA, ndlr) "sollicitera l'Agence algérienne de promotion des investissements +AAPI+ pour introduire la production industrielle des articles scolaires dans la liste des secteurs prioritaires". Par ailleurs, les industriels de ladite commission se sont engagés à "faire bénéficier de leurs expertises les investisseurs qui vont s'inscrire dans cette démarche aux fins de réaliser ce nouvel objectif de production na-

tionale à moyen terme", a fait savoir le communiqué, ajoutant que dans l'attente de la mise en œuvre de cette démarche de production, "le CREA s'attache, dans l'esprit +Patriotes économiquement, Solidaires socialement+, à tout mettre en œuvre pour permettre aux familles de faire leurs achats en toute sérénité pour la rentrée de septembre 2024". A cet effet, annonce le communiqué, "les opérateurs de la commission se sont engagés à permettre la disponibilité des articles scolaires dans des délais raisonnables bien avant la rentrée de septembre", ainsi qu'à "continuer à préserver le pouvoir d'achat des familles en proposant des articles scolaires à des prix abordables". Le CREA a affirmé, dans ce sens, qu'il reste "mobilisé autour de ses engagements, particulièrement celui de la préservation du pouvoir d'achat des familles algériennes".

PMI PUBLIE SON RAPPORT INTÉGRÉ 2023

L'entreprise accélère sa dynamique de transformation

Philip Morris International publie son 5èmeRapport Intégré annuel, mettant en avant ses efforts continus pour atteindre lesobjectifs fixés dans le cadre de son plan d'action 2025, avec un accent particulier sur l'impact de ses produits, ainsi que le développement des alternatives sans fumée au sein de ses différents marchésinternationaux. Le rapport souligne également les programmes sociaux et environnementaux portés par PMI, ainsi que ses pratiques responsables de commercialisation et son engagement continu pour réduire les déchets. A cela, s'ajoutent les efforts consentis en matière de décarbonation sur l'ensemble de sa chaîne de valeur, ainsi que la préservation de la nature et de la biodiversité. "Ce rapport confirme l'engagement continu de PMI en vue de promouvoir notre vision d'un avenir sans fumée. Les résultats obtenus témoignent de notre résilience, de nos valeurs et du talent exceptionnel de nos collaborateurs. Nous poursuivons notre parcours vers l'innovation continue et la durabilitèresponsable »", a déclaré Taylan Süer, Directeur Général de PMI au Maghreb. En effet, l'approche de PMI en matière de durabilitéporte sur deux grands volets principaux, à savoir l'impact produit et l'impact opérationnel. Concernant l'impact produit, le rapport souligne qu'environ 33 millions d'adultes utilisent les produits sans fumée de PMI, parmi lesquels 28,6 millions d'utilisateurs d'IQOS. En 2023, ces produits ont généré 36,4 % des

revenus nets globauxde PMI et ils étaient disponibles dans 84 marchés avecla mise en place deprogrammes de prévention d'accès aux jeunes. Concernant l'investissement cumulé pour les produits sans fumée (depuis 2008), il a atteint 12,5 milliards USD. En ce qui concerne l'impact opérationnel, il est à noter que 41,8 % des postes de direction sont aujourd'hui occupés par des femmes contre 40,7 % en 2022. PMI a également réalisé 8 évaluations d'impact sur les droits de l'homme depuis 2018 dans des pays à haut risque.L'entreprise a aussi réussi à maintenir la prévalence du travail des enfants auprès des agriculteurs sous

contrat à 0.1%. Sur le volet environnemental, 94 % du tabac utilisé,ne présente pas de risque de déforestation ou de conversion d'écosystèmes naturels. 8,14 millions de mètres cubes d'eau ont été optimisés dans leszones de culture de tabacet 18 usines PMI dans 11 marchés différents sont aujourd'hui neutres en carbone. Enfin, les performances réalisées par PMI en 2023 en termes de durabilité ont été reconnues par différents organismesde notation ESG et organisations environnementales tels que le projet de détection du carbone (CDP) ou encore le Dow Jones Sustainability World Index.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 14 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Mai 2024

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة	
		DA / Kg			دج / كغ	
		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	80	91	69	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	69	79	59	الطماطم	
	Oignon sec	104	113	95	البصل الجاف	
	Ail sec	461	527	395	الثوم الجاف	
	Ail vert	109	125	94	الثوم الأخضر	
	Carotte	72	80	63	الجزر	
	Navet	90	100	81	لفت	
	Petit pois	243	265	221	الجنينة	
	Fève verte	101	111	91	الفول الأخضر	
	Courgette	99	109	88	الكوسة	
	Haricot vert	298	320	275	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	97	107	87	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	447	544	349	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	547	670	424	التمر	
	Orange	176	220	132	البرتقال	
	Citron	153	171	134	الليمون	
	Banane	410	423	397	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1689	1803	1575	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	399	410	388	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PENSIONS DE RETRAITE

Les nouvelles revalorisations versées en juin prochain

Les augmentations décidées récemment par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux retraités seront versées à partir de juin prochain, avec effet rétroactif du 1 mai 2024. C'est ce que le directeur de la retraite à la Caisse nationale des retraites (CNR), Abdelhafid Adrar, a annoncé hier. Une moyenne de 3500 DA sera octroyée aux 3,5 millions de retraités, avec une incidence financière de 170 milliards de DA.

Par Sirine R

Dans une déclaration à une chaîne de télévision, l'intervenant a rappelé que cette revalorisation s'ajoute aux celles effectuées respectivement en 2021 et 2022 d'une valeur de 88 milliards DA et 51 milliards DA en 2023, soit un total de 309 milliards de DA durant cette période (2021 à 2024). Le directeur de retraite à la CNR a affirmé que «la Caisse est fin prête pour l'application de cette nouvelle grille de pension. Nous sommes dans l'attente de la décision finale et les augmentations qui seront attribuées à chaque catégorie de retraités». Les dépenses de la CNR, suites à ces augmentations, repartent à la hausse, sans toutefois, impacter sur l'équilibre budgétaire de la Caisse, dont

le déficit est en net recul. « Nous rencontrons des difficultés financières et pas des déficit budgétaire. Le déficit est passé de 580 milliards de DA à 380 milliards à fin 2023, soit une baisse de moitié, et en dépit de l'arrivée de 50 000 nouveaux retraités chaque année», souligne-t-il, en faisant savoir que les dépenses de CNR sont de l'ordre de 138 milliards de DA/ mois et près de 1500 milliards de DA/an. C'est énorme comme dépense, représentant un budget de certains Etats. L'amélioration des indicateurs de l'économie nationale durant ces quatre dernières années ont contribué à l'amélioration de la situation financière de la CNR et des autres Caisses de la sécurité sociale. Outre l'accompagnement de l'Etat, la grande opération de placement de jeunes dans des postes d'emploi permanent, au

nombre de 500 000 et avec les autres emplois créés dans le secteur économique notamment a eu un effet positif sur l'amélioration de la situation du système de sécurité sociale. D'ailleurs le ratio cotisant/retraite est de 2,3 assurés pour un retraité, en nette amélioration par rapport aux années précédentes où il était de 1,9 assurés/retraité. L'instauration d'une taxe de solidarité a, quand elle, contribué à la mobilisation de 100 milliards de DA/an pour la trésorerie de la CNR, indique-t-il, en mettant également en avant les efforts de numérisations et de modernisations ayant contribué à la rationalisation de dépenses de la Caisse. A tous cela s'ajoutent, les efforts consentis par la CNAS, durant ces quatre années, en matière des recouvrements et lutte contre la sous-déclaration.

PROGRAMME DE 3 GW D'ENR

Un financement de 3 milliards de dollars mobilisé

Le coût du programme actuel des énergies renouvelables, dans sa première phase, portant sur la production de 3 GW d'énergie solaire, est estimé à plus de 400 milliards de DA (3 mds de dollars) et sera couvert par un prêt de la Banque Nationale d'Algérie (BNA), a indiqué, hier à Alger, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. «Pour le programme actuel, le mécanisme de financement principal retenu consiste en un financement local sous forme de prêt assuré par la Banque Nationale d'Algérie. Le coût global de cette première phase de 3300 MW est estimé à 413 milliards DA, (3 milliards de dollars)», a avancé le ministre lors de sa participation à la première édition- Algérie de l'étude "Global CEO Survey" du cabinet de conseil PwC. Pour le reste du programme, portant sur la production de 15.000 MW à l'horizon 2035, le mode de financement devrait principalement reposer sur «le développement des projets en IPP (Independent Power Producer), avec des acteurs et opérateurs privés assurant le montage, le financement et l'exploitation des centrales», a encore avancé Arkab lors de sa participation à un panel dédié aux «opportunités des énergies renouvelables en Algérie», organisé à l'occasion. Des financements

d'appoint auprès des établissements financiers algériens peuvent aussi être envisagés, a-t-il ajouté. A terme, «nous disposerons d'un cadre propice, combinant mécanismes de financement publics et privés. L'Algérie disposerait des moyens nécessaires pour concrétiser son ambitieux programme de développement des énergies durables», a assuré le ministre. Il a, dans le même sens, évoqué le développement de l'hydrogène, «un objectif prioritaire» pour le gouvernement, soulignant que l'Algérie aspirait à devenir un «hub énergétique majeur», en s'impliquant dans des projets pilotes visant à maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur de la production d'hydrogène. Dans sa stratégie, l'Algérie compte développer progressivement l'hydrogène pour son utilisation dans des secteurs à forte consommation d'énergie tels le ciment, les fertilisants, le verre et l'acier, en premier lieu, et développer des grandes capacités à long terme pour produire et exporter 40 TWh (environ 2 millions de tonnes) d'hydrogène et ses dérivés, selon l'exposé du ministre. Il a rappelé, à ce titre, la réalisation, en partenariat avec les sociétés allemandes, de deux (02) projets pilotes de production d'hydrogène vert sur les sites de Sonatrach à Arzew (50MW) et celui de Hassi

Messaoud (4MW) pour tester la technique du transport de l'hydrogène. En outre, a-t-il poursuivi, l'Algérie participe activement aux discussions avec ses partenaires européens pour la mise en place du South corridor H2, un projet ambitieux pour le transport de l'hydrogène renouvelable de l'Algérie vers l'Allemagne, via la Tunisie, l'Italie et l'Autriche, en utilisant les gazoducs existants et/ou de nouvelles interconnexions. A long terme, le secteur prévoit même l'introduction de l'électronucléaire civil pour la production de l'électricité, une fois les conditions techniques et technologiques réunies, selon le ministre. Par ailleurs, le pays entend poursuivre son rôle de fournisseur gazier majeur sur la scène internationale. «Le gaz restera une ressource clé accompagnant la transition énergétique», a souligné M. Arkab. Présentée pour la première fois en Algérie, la "global CEO Survey", dans sa 27ème édition, a été conduite auprès d'un panel de plus de 4.700 dirigeants d'entreprises à travers 105 pays. L'édition Algérie de cette étude a mis en avant "le regain de confiance et d'optimisme" des dirigeants d'entreprises algériens, notamment en ce qui concerne la croissance économique du pays.

Synthèse S.R.

UTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES Pour une plus grande coopération universités-entreprises

Les participants au deuxième Congrès des énergies et des génies des procédés industriels (ICEIPE 2024), organisé, ce mardi à Alger, par l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTBH), ont plaidé pour une alliance entre les universités et les entreprises pour diversifier les usages des eaux usées traitées afin de faire face au stress hydrique. Les universitaires intervenants à cet événement ont mis en avant l'importance du traitement et du recyclage des eaux usées pour le développement futur des services d'eau et la garantie d'un approvisionnement en eau durable, estimant que l'université est capable de développer des solutions innovantes pour la réutilisation des eaux usées dans divers domaines. Lors de sa communication sur la « Réutilisation des eaux usées en Algérie : enjeux et perspectives », Pr Abdelkader Gaid, de l'USTHB a rappelé qu'un effort immense a été déployé dans la réalisation des stations d'épuration des eaux usées en Algérie, avec 3 millions de m3 d'eaux usées traitées et des stations dans toutes les grandes villes. Il a dans ce sens appelé à poursuivre les efforts et rentabiliser les investissements consentis « pour construire dans toutes les communes des stations de traitement des eaux usées pour diversifier son utilisation et préserver l'eau potable ». « L'Algérie, a-t-il poursuivi, maîtrise parfaitement le volet irrigation à partir des eaux usées, soulignant que la décision du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, de fixer l'objectif ambitieux d'utiliser 60% des eaux usées traitées pour l'irrigation d'ici 2030 « a permis à cette filière de se développer et à ses professionnels de maîtriser le processus ». Il a ainsi estimé nécessaire de conjuguer les efforts entre universitaires, chercheurs et professionnels du secteur de l'eau pour adopter les diverses technologies de traitement des eaux usées en vue de son utilisation dans l'urbain, les stations de services et autres secteurs. « L'université est en mesure de développer des solutions innovantes pour la réutilisation des eaux usées dans divers domaines », a-t-il assuré. De son côté, Pr Nassila Sabba, directrice du Laboratoire valorisation et recyclage de la matière pour le développement durable (VRMDD) à l'USTHB, a mis en avant le projet de réhabilitation de la station de traitement et d'épuration des eaux usées au niveau de l'université, saluant dans ce contexte « une collaboration fructueuse et intéressante entre universités et entreprises et une aide précieuse au profit de la science et des recherches ». L'universitaire a souligné que ce projet est en phase des dernières retouches techniques pour sa mise en activité, relevant, qu'à travers cette station, l'université œuvrera à former des ingénieurs dans le traitement des eaux usées et des gestionnaires de ce genre de stations pour répondre à une des préoccupations des professionnels du secteur de l'eau.

R.E.

MASCARA

Un marché couvert de fruits et légumes et poissons à Trig El Oued

Le premier responsable de la wilaya de Mascara Farid Mohamedi a souligné la préparation de la pose de la première pierre pour la construction d'un marché couvert pour la vente de fruits, légumes, viandes et poissons dans la zone dite Trig El Oued au centre de la ville de Mascara. Cette nouvelle décision a pour but d'organiser les commerçants ambulants au sein d'un cadre régulier et légal tout en respectant les normes sanitaires et d'hygiène pour la vente de diverses denrées alimentaires. Mohamedi a ordonné au directeur des transports, en coordination avec le président de l'assemblée populaire communale et le chef de la daïra, de transférer les transports publics présents à cet endroit vers un autre, soit juste au quartier limitrophe d'El Argoub. Le wali a instruit le directeur de la construction et de l'architecture de trouver des solutions techniques pour l'intervention de l'entreprise sur ce site, qui se trouve au milieu de la ville de Mascara. Il a également ordonné au directeur de l'agence immobilière de la wilaya et à celle chargée de l'information pour publier des photos du projet en trois dimensions sur la page officielle facebook de la wilaya. Concernant le deuxième point de la réunion d'hier, Farid Mohamedi a évoqué le projet d'achèvement du palais des expositions à Mascara sis sur la route menant vers Selatna. Des démarches administratives pour nommer la société qui s'occupera de ce projet sont entamées. Lors de cette réunion, Mohamedi a souligné la nécessité d'installer des caméras de surveillance dans le jardin Pasteur par l'Agence Immobilière locale.

AÏN TEMOUCHENT

Réception de plus de 330 projets de développement

La cadence du développement de la wilaya d'Aïn Temouchent a été renforcée, cette année, par la réception de 339 nouveaux projets de développement inscrits au titre du programme d'appui au développement économique et social des collectivités locales, a-t-on appris, de la directrice de wilaya de l'administration locale, Nacéra Sabaha.

Mme Sabaha a souligné, lors des travaux du Conseil exécutif de la wilaya qu'"au cours de cette année, 339 projets de développement ont été réceptionnés dans toutes les communes de la wilaya, sur 379 enregistrés dans le cadre du programme d'appui au développement économique et social des collectivités locales pour l'exercice 2024". Il y a 36 projets de développement enregistrés dans le même programme avec des rythmes d'avancement variables dans les travaux, tandis que des travaux sont en cours pour le lancement de la mise en œuvre de 4 autres projets enregistrés dans l'intitulé du même programme, a-t-elle ajouté. Le taux de consommation des crédits, dans le cadre du programme d'appui au dé-



veloppement économique et social des collectivités locales, a atteint un taux de 80%, ce qui est susceptible d'augmenter par rapport au nombre de projets attendus au cours de l'actuelle année, selon la

même source.

Le wali d'Aïn Témouchent M'hamed Amoumen a souligné, lors de sa supervision de cette rencontre, l'importance de ces projets de développement en cours de concrétisa-

tion, à travers l'ensemble des communes de la wilaya, qui sont liés directement aux besoins de développement de la population de ces régions, notamment concernant la réalisation des réseaux d'assainissement, l'amélioration urbaine, les travaux d'aménagement, l'éclairage public et la réhabilitation des espaces verts.

Le wali a, en outre, souligné "la nécessité d'œuvrer pour la réception du nombre total de projets enregistrés, dans le cadre du programme d'appui au développement économique et social des collectivités locales, avant la fin de l'année en cours, à travers le suivi périodique des chantiers de réalisation et en veillant au respect des normes de qualité et la maîtrise dans la mise en œuvre de ces projets".

SAÏDA

Encourager et accompagner les propriétaires d'exploitations agricoles à adhérer à l'aquaculture

Des cadres du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques ont souligné, la nécessité d'encourager et d'accompagner les propriétaires d'exploitations agricoles à adhérer à la démarche de l'aquaculture et son intensification, ce qui contribuera à réaliser des gains supplémentaires. Aussi, ont-ils insisté sur la "nécessité d'encourager les investisseurs dans le domaine agricole et leur accompagnement pour se diriger vers l'aquaculture, notamment le poisson Tilapia, très prisé par les citoyens, et qui est mis en vente

à des prix compétitifs de 500 DA le kilogramme". Et de rappeler les mesures incitatives et les avantages fiscaux contenus dans la Loi de finances de l'exercice 2024, en vue d'augmenter les capacités productives de la filière aquacole, notamment l'élevage du tilapia et la carpe, ainsi que l'introduction d'une prime incitative pour les producteurs de ce type de poisson, estimée à 50 DA au kilogramme. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a également été exonérée de toutes les ventes de produits à base de poisson tilapia, ce qui permet de les mettre à la

disposition des citoyens à des prix compétitifs, en plus de réduire la taxe sur la valeur ajoutée pour l'activité de transformation du tilapia et de la carpe, dans le but de lui donner une valeur ajoutée. Ils ont appelé les investisseurs dans le domaine de l'aquaculture à s'adresser aux chambres agricoles au niveau de leurs wilayas afin de faciliter l'opération de commercialisation des produits de la pêche d'eau douce dans le cadre des accords conclus par le ministère de la Pêche avec plusieurs entreprises pour commercialiser ce produit à des prix compétitifs

dans les différentes wilayas du pays. Dans la commune de Maamoura, par exemple, l'opération d'ensemencement des poissons-mères du tilapia rouge au niveau de l'exploitation agricole, dont la superficie est estimée à 67 hectares et dispose d'importantes ressources hydriques, qualifiée comme une expérience pionnière dans l'aquaculture intégrée à l'agriculture dans la wilaya, et ce, après l'élaboration d'un programme d'ensemencement en collaboration avec la direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Sidi Bel Abbès.

TIMIMOUN

Une récolte de 350.000 QX de céréales attendue cette saison

Une production de 350.000 quintaux (QX) de céréales est attendue à la faveur de la campagne moissons-battages pour cette saison agricole 2023/2024 qui se poursuit dans la wilaya de Timimoun, a-t-on appris de la direction locale des services agricole (DSA). Cette production devrait connaître cette saison une importante hausse (27%) imputée, par la DSA, à l'extension de la surface emblavée cette saison qui est passée de 6.316 ha à plus

de 8.331 ha irrigués sous-pivot. Le directeur des services agricoles, Tewfik Benmansour, a fait savoir que cette amélioration de la production est également le fruit des mesures incitatives préconisées par l'Etat en direction de promoteurs agricoles, notamment les céréaliculteurs, le traitement rapide des dossiers et la solution des contraintes rencontrées auparavant. A ces actions d'encouragement et de développement de la filière céréalière vient se greffer l'électrification des pé-

rimètres agricoles, soit un taux de 95% des exploitations, en vertu du programme national du ministère de l'Agriculture et de Développement rural, a fait part, de son côté, le directeur de l'énergie et des mines (DEM) de Timimoun, Seddik Oussif. Dans le but d'assurer la réussite de cette campagne, il est fait état de la mobilisation de 15 moissonneuses-batteuses et de plus de 40 camions pour l'acheminement des récoltes vers les silos, a indiqué le directeur de la

coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya, Mokhtar Yaichi. Intervenant lors du lancement de la campagne moissons-battage, le wali de Timimoun, Benamar Souna, a souligné que « les portes demeurent ouvertes à la satisfaction des promoteurs agricoles désirant investir dans cette wilaya aux importantes potentialités, notamment les surfaces arables et les atouts hydro-édaphiques ».

BANQUES

Faut-il réguler le régulateur ?

Est-il vrai que plus les banques disposent de capital, et plus elles prêtent ? Un peu partout au sein des pays disposant de mastodontes financiers, les débats s'intensifient à nouveau, et remettent sur le devant de la scène la question délicate du niveau adéquat en capital dont devraient être dotées les banques.

Par Michel Santi, économiste (*)

Sollicité d'urgence l'an dernier pour le Credit Suisse, le gouvernement helvétique est en pleine analyse de cette problématique cruciale pour un pays faisant potentiellement face à quatre banques au risque systémique: UBS bien sûr, Raiffeisen Group, Zürcher Kantonalbank (Banque du Canton de Zürich) et PostFinance. Ces établissements nécessiteraient-ils un réajustement sérieux de leurs ratios capitalistiques afin de ne pas emporter le pays dans leur débâcle?

« Too Big To Fail » ?

Un cabinet indépendant vient de révéler que, pour ne pas représenter un risque vital pour l'économie suisse, l'UBS pourrait avoir besoin de 10 à 15 milliards de francs supplémentaires en capital. Bref, les exécutifs comme les régulateurs de ces nations ayant la chance d'abriter des «Too Big To Fail» tentent de prévoir le coup d'après. Comment ne pas les en blâmer quand, par exemple, la taille d'une UBS fait le double du PIB d'un pays moderne et à l'économie mondialement intégrée comme la Suisse? Les États-Unis ne sont évidemment pas en reste, car un resserrement significatif des ra-

tios est à l'étude par la Réserve fédérale qui ligue contre elle les grandes banques jugeant tout durcissement superflu. Citi, JP Morgan Chase et Bank of America menacent même de recourir à la justice (qui décide de tout aux USA) si le régulateur s'aventurerait sur ce terrain, réitérant la sempiternelle rengaine qui voudrait que les financements accordés aux «familles travaillant dur et aux petites entreprises» en seraient affectés. Mais, qu'ont en commun le Credit Suisse et la Silicon Valley Bank (sauvée de justesse) qui ont tristement défrayé la chronique en 2023 ? La réponse est qu'elles bénéficiaient toutes deux de ratios en capitaux nettement supérieurs aux exigences réglementaires. Voilà pourquoi la concentration de l'attention sur le seul capital d'une banque est insuffisante, car l'autre indicateur aussi fondamental se trouve être la liquidité qui - si indisponible ou rare - est susceptible de décimer un établissement financier. Le capital, et les règles lui étant relatives ne sont pas établis afin d'empêcher une faillite, mais pour permettre à l'établissement de naviguer à travers la flambée des risques et de tenter de les gérer au moins catastrophique. Le capital est un indicateur peu fiable, peu précis, si le régulateur se contente de le scruter afin de mesurer la santé de la banque. Le capital est juste bon pour absorber et pour réduire

l'impact des pertes. Pour une banque, les risques deviennent majeurs dès lors qu'elle cherche à majorer ses bénéfices par du levier supplémentaire consistant à utiliser les dépôts de ses clients. Pour revenir à l'exemple de nos deux banques, leur niveau en capital a juste déterminé la vitesse à laquelle elles se sont effondrées dans un contexte de liquéfaction inévitable : la Silicon Valley Bank ayant échoué à gérer le risque taux, le Credit Suisse du fait d'un business model défaillant.

Les facteurs de la chute

L'élite des banquiers sait d'ailleurs pertinemment que le capital de leur établissement n'est pas une jauge fondamentale, mais elle s'y accroche, car tout à fait consciente que d'avantage de capital induit un rendement inférieur sur ce même capital, donc des bonus moins élevés pour elle. L'exemple caricatural hautement malsain étant celui du Credit Suisse qui a réussi en 10 ans à distribuer 35 milliards en bonus, tout en perdant 3,5 milliards sur la même période. Comment s'étonner dès lors de la répartie judicieuse de la ministre helvétique des Finances, Karin Keller-Sutter, ayant récemment reconnu que le bonus de 14 millions de francs suisses reçu par Sergio Ermotti, grand patron de l'UBS, représentait 30 ans de

son propre salaire? Pour rester sur le Credit Suisse, et par-delà ses ratios en capitaux, comment le régulateur ne fut-il pas alerté par sa misérable gouvernance et par la surveillance lamentable exercée par son Conseil d'administration? Car il est un autre fait qui semble peu contestable, à savoir que les établissements à problème sont toujours ceux dont le Conseil d'administration n'est pas à la hauteur, les experts compétents préférant éviter une telle position à risque à la maigre rémunération. Le cas du Credit Suisse prouve qu'une banqueroute peut être attribuée à autant de facteurs quantitatifs que qualitatifs, et démontre en creux les négligences du superviseur, car, en l'occurrence, la FINMA (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers) n'est jamais intervenue pour assainir la gourmandise malsaine de ses dirigeants ni la misérable gouvernance de cette banque. Ces régulateurs, comme leurs collègues américains, auraient largement pu limiter la casse s'ils s'étaient seulement intéressés au cours en bourse de ces établissements voués à la faillite. Un simple coup d'œil en direction de la vraie vie aurait dû déclencher l'alarme généralisée.

(*) *macro-économiste, spécialiste des marchés financiers et des banques centrales.*

Source : Les Tribunes.fr

LE PLUS GRAND TERMINAL OFFSHORE D'EXPORTATION DE PÉTROLE APPROUVÉ

Les activistes s'insurgent contre Biden

JULIA CONLEY,
rédactrice pour Common Dreams

Selon un défenseur du climat, les communautés riveraines seront à nouveau exposées à des risques de marées noires, d'explosions et de pollution. Les groupes d'action pour le climat réfutent avec véhémence la thèse de l'administration Biden affirmant que la construction d'un nouveau terminal pétrolier offshore – qui devrait être le plus grand des États-Unis – est dans « l'intérêt national », alors que le ministère américain des transports vient d'annoncer que le projet remplissait plusieurs exigences fédérales et qu'il pourrait commencer à fonctionner d'ici à 2027.. L'Administration maritime de l'agence a déclaré la semaine dernière qu'Enterprise Product Partners, une société d'oléoducs située à Houston, avait obtenu une licence de port en eau profonde pour construire le Sea Port Oil Terminal (SPOT) près de Freeport, au Texas, à l'issue d'un processus d'examen fédéral de cinq ans. Le gouvernement fédéral a estimé que le projet de terminal, d'une valeur de 1,8 milliard de dollars, avait fait l'objet d'études d'impact environnemental suffisantes et qu'il serait globalement bénéfique pour le pays, alors même que le Sierra Club, qui combat le SPOT depuis plusieurs années, prévoyait qu'il émettrait des gaz à effet de serre équivalents à ceux de près de 90 centrales électriques au charbon. « Il est tout à fait évident que le SPOT serait catastrophique pour le climat, la faune et les communautés du Golfe, a déclaré Deborah Ancel, avocate en chef du Sierra Club. Ce projet menace la survie de la baleine de Rice, une espèce menacée dont la population compte moins de cinquante individus, et la pollution par l'ozone compromettrait la santé de milliers de résidents du golfe qui endurent depuis des décennies la pollution due à l'industrie des combustibles fossiles. Qu'on ne s'y trompe pas, le SPOT n'est pas dans l'intérêt

national. » e projet devrait comprendre deux oléoducs qui achemineraient chaque jour du pétrole brut vers le port en eau profonde, ce qui permettrait d'exporter quotidiennement 2 millions de barils de pétrole brut qui seraient chargés simultanément sur deux superpétroliers. « Rien dans ce projet n'est conforme aux objectifs de Biden en matière de justice climatique et environnementale, a déclaré Kelsey Crane, responsable de l'action politique à Earthworks. Les communautés qui seront touchées par SPOT ont une fois de plus été ignorées et seront forcées de vivre avec la menace de nouveaux déversements de pétrole, d'explosions et de pollution. Le meilleur moyen de protéger le public et le climat des méfaits du pétrole est de le faire rester dans le sol. » Allie Rosenbluth, responsable américaine d'Oil Change International, note que le projet a été approuvé en dépit de l'évaluation sans appel de l'Agence internationale de l'énergie en 2021 selon laquelle « tous les nouveaux investissements dans des projets pétroliers et gaziers doivent cesser si le monde veut atteindre ses objectifs climatiques », notamment limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C. « La décision de l'administration Biden d'approuver le terminal pétrolier de Sea Port est une grave erreur. Cette approbation ne fera que nuire aux communautés locales et aux écosystèmes, et entraînera des impacts encore plus dévastateurs dus à la crise climatique, a déclaré Rosenbluth. Les États-Unis sont déjà le plus grand producteur de pétrole et de gaz et ont les plus grands projets d'expansion au monde. Au lieu de prolonger cet héritage préjudiciable en approuvant des projets d'exploitation de combustibles fossiles, le président Biden devrait écouter la science et la multitude de ses électeurs qui réclament un arrêt de l'exploitation des combustibles fossiles. » Le groupe d'action directe Climate Defiance doute que l'approbation de SPOT permette à Joe Biden de gagner des électeurs à l'approche des élections de 2024.

L'année dernière, neuf électeurs démocrates et indépendants de tendance démocrate sur dix ont déclaré au Pew Research Center qu'ils pensaient que les États-Unis devraient donner la priorité au développement des sources d'énergie renouvelables – et deux tiers des électeurs républicains de moins de 30 ans étaient du même avis. « Ce projet serait le plus grand terminal d'exportation de pétrole des États-Unis, a déclaré le groupe. Nous sommes en train d'être ébouillantés vivants, littéralement brûlés à mort par des politiciens modérés qui jugent bon de nous transformer en torchères au nom de profits trimestriels. Pouvons-nous vivre ainsi ? Cette situation peut-elle perdurer ? » L'année dernière a été la plus chaude jamais enregistrée et les trois premiers mois de l'année 2024 ont chacun battu des records de chaleur dans le monde. Les scientifiques ont constaté l'année dernière que les catastrophes climatiques, telles que les incendies de forêt au Canada et les chaleurs extrêmes en Europe, étaient rendues beaucoup plus probables par le réchauffement planétaire alimenté par les combustibles fossiles. Au Texas, les responsables locaux ont condamné la décision de l'administration Biden de faire fi des militants qui mettent en garde contre le danger que représente SPOT pour les habitats marins, tout comme pour les personnes qui vivent dans la zone où deux oléoducs ont reçu l'autorisation finale d'être exploités. « Nous continuons à ne pas comprendre pourquoi Biden et [le secrétaire aux transports Pete] Buttigieg préfèrent protéger les profits des géants pétroliers milliardaires comme Enbridge et Enterprise plutôt que de se soucier des objections radicales des gens qui seront amenés à vivre en subissant les conséquences des pipelines qui sillonnent nos plages, a déclaré Trevor Carroll, organisateur principal du comté de Brazoria pour la Campagne texane pour l'environnement. Si on se soucie de justice environnementale et de climat, on ne peut tout simplement pas soutenir une monstruosité comme SPOT. Les

communautés locales et le mouvement mondial pour la justice climatique continuent de se battre. [...] Le combat n'est pas terminé.» Melanie Oldham, directrice de Better Brazoria, a déclaré que SPOT serait « une marée noire en puissance qui non seulement dévaluerait les propriétés, mais nuirait à nos écosystèmes locaux, à l'écotourisme, aux plages, aux loisirs et tuerait la vie marine telle celle de la baleine de Rice et des tortues de mer de Kemp's Ridley, qui sont menacées d'extinction. » « Ceux d'entre nous, résidents, habitués des plages et électeurs, qui depuis ces quatre dernières années s'opposent au terminal offshore SPOT et aux oléoducs, sont extrêmement mécontents de la décision d'approuver la licence du projet, a déclaré Oldham. Une fois de plus, le président Biden n'a pas tenu sa promesse de protéger les communautés qui se trouvent en première ligne à Surfside et à Freeport. » La décision de l'administration intervient trois mois après que la Maison Blanche a annoncé qu'elle retardait l'examen de nouveaux terminaux d'exportation de gaz, et le jour même où le gouvernement fédéral a déclaré que les entreprises de combustibles fossiles devront payer des redevances plus élevées pour pouvoir forer sur les terres fédérales. Mais ces actions en faveur du climat, couplées à l'autorisation de SPOT, ne sont qu'une « pirouette », a déclaré Climate Defiance. « Mettre un terme aux nouvelles exportations de gaz n'est pas suffisant, si dans le même temps l'administration nous poignarde dans le dos avec cette décision qui signe notre arrêt de mort, a déclaré le groupe. Nous ne faisons pas ici preuve d'ingratitude. Ce sont les données scientifiques qui comptent. La science à l'état pur, sans artifice. » Cet article a été reproduit par Truthout avec autorisation ou licence. Il ne peut être reproduit sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation ou la licence de la source.

.Source : Truthout, Julia Conley
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

MAURITANIE

Signature d'une convention de partenariat entre Taazour et les wilayas de l'Assaba, de Gorgol, du Brakna et du Guidimagha

Le Délégué Général à la Solidarité Nationale et à la Lutte contre l'Exclusion (Taazour), M. Hamoud Ould Mhamed, en présence du wali de l'Assaba, M. Abderrahmane Ould El Hacén, a signé vendredi soir à Kiffa, avec les conseils régionaux des wilayas de l'Assaba, du Gorgol, du Brakna et du Guidimagha, une convention de partenariat relative aux activités agricoles dans le cadre de l'appui à la décentralisation et au développement local. Dans un mot prononcé à cette occasion, le délégué général a indiqué que la signature de cette convention avec les autorités des wilaya de l'Assaba, du Gorgol, du Brakna et du Guidimagha constitue une concrétisation et une traduction des directives de Son Excellence le Président de la République M. Mohamed Ould Cheikh Al Ghozouani dans le domaine de l'appui à la décentralisation et au développement local, précisant que cette convention concerne les activités agricoles en général et les puits artésiens et leur équipement au niveau des quatre wilayas. Pour leur part, les présidents des conseils régionaux ont souligné que cette convention est un pas important qui tend vers la réalisation de la sécurité alimentaire, d'autant plus que le financement sera orienté vers l'agriculture en milieux vulnérables.

LIBYE

Fitch Solutions abaisse ses prévisions de croissance pour 2024 à 7,7%

La baisse de la production de brut liée à des protestations sociales, les querelles incessantes entre les différents acteurs politiques et les retards qu'accusent les projets de reconstruction des villes ravagées par des inondations meurtrières en septembre 2023 pèsent sur les perspectives de croissance.

Fitch Solutions Country Risk & Industry Research a abaissé, le 8 mai, ses prévisions de croissance économique pour la Libye à 7,7% en 2024 contre une précédente estimation de 9,5%, en raison notamment des perturbations de la production pétrolière au premier trimestre et de l'aggravation des querelles entre les principaux acteurs politiques. Dans un rapport intitulé « Libya's political stalemate and oil disruptions will see growth weaken in 2024 », la filiale de l'agence de notation Fitch Ratings spécialisée dans la recherche a précisé que la production de brut a déjà baissé de 3,5 % en glissement annuel au premier trimestre de l'année en cours sous l'effet des protestations sociales qui ont bloqué les activités de plusieurs sites pétroliers, notant que cela pèsera sur la croissance économique sur l'ensemble

de l'année étant donné que le secteur représente environ deux tiers du PIB du pays, plus de 95 % des exportations de biens et environ 97 % des recettes publiques. Les querelles incessantes entre les différents acteurs politiques, y compris le bras de fer opposant le gouverneur de la Banque centrale de Libye (CBL), Al-Seddik Omar al-Kabir, au chef du gouvernement reconnu par la communauté internationale, Abdelhamid Dbeibah, continuent encore à retarder le décaissement des fonds nécessaires aux investissements publics et à décourager les investisseurs étrangers. Fitch Solutions Country fait par ailleurs remarquer que les retards qu'accusent les projets de reconstruction des villes ravagées par des inondations meurtrières en septembre 2023 plombent également la reprise

des investissements. Au rang des points positifs, l'augmentation des recettes pétrolières découlant de la hausse des cours de brut sur le marché international devrait stimuler les dépenses publiques, et avoir un effet d'entraînement sur la consommation des ménages. D'autant plus que les autorités prévoient d'augmenter les salaires dans le secteur public pour mettre fin aux protestations qui se sont déclenchées ces derniers mois autour de plusieurs terminaux pétroliers. La baisse des prix des produits alimentaires devrait aussi soutenir les dépenses des ménages, même si la dépréciation du dinar libyen de plus de 30,0 % depuis début 2024 et les nouvelles restrictions aux sorties de devises limiteront les effets positifs de ce recul des prix.

EGYPTE

Un prêt de 100 millions \$ de la SFI pour soutenir le secteur privé

Le financement obtenu par la Banque du Caire au profit du secteur privé égyptien intervient 8 mois après la conclusion d'un précédent accord avec la SFI visant à développer sa stratégie de financement climatique. Dimanche 12 mai 2024, en marge de la journée de la Société financière internationale (SFI) en Egypte, l'institution dirigée par le Sénégalais Makhtar Diop a signé un nouvel accord de financement de 100 millions \$ avec la Banque du Caire. La moitié de ce financement sera

alloué à des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) du secteur privé, principalement celles dirigées ou détenues par des femmes. Ce prêt senior de 50 millions \$ est remboursable sur une période de 5 ans. L'autre moitié est une facilité de financement du commerce qui offrira à la Banque du Caire, des garanties couvrant le risque de paiement pour des transactions liées au commerce. Banque du Caire qui opère sur le marché bancaire égyptien depuis 1952 était en attente de

ce financement depuis le 29 mars dernier. L'établissement contrôlé à 100 % par la Banque Misr a augmenté de 25 %, à 24 milliards de livres égyptiennes, son portefeuille de financement de projets portés par les PME égyptiennes en 2023. En plus, son portefeuille de financement de micro-projets en Egypte a augmenté de 45 % à 3,3 milliards de livres égyptiennes à fin 2023. La banque a terminé l'année 2023 avec un résultat net bénéficiaire de 6,7 milliards de livres égyptiennes, en hausse de 112 % en glisse-

ment annuel. Depuis le début de ses opérations en Egypte, la SFI revendique environ 9 milliards \$ de financements et d'investissements dans le secteur privé égyptien. Ce montant ne prend pas en compte les services de conseil fournis par l'institution financière pour une valeur financière d'environ 34 millions \$, depuis le début de ses engagements dans le pays. Pour la période de juin 2023 à mai 2024, le volume des investissements de la SFI en Egypte a atteint 900 millions \$.

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Un des moteurs du développement de la Tunisie

Chaque année, les chercheurs et doctorants (un peu moins de 14.000 en 2023, d'après les chiffres publiés par la Dgrs) produisent des centaines de travaux de recherche fondamentale et appliquée, ainsi que de recherche-développement. Mustapha Boubaya, consultant en management de l'innovation & entrepreneuriat, indique que les résultats de ces travaux de recherche scientifique peuvent faire l'objet d'un processus de valorisation visant à impacter l'économie nationale en aboutissant, directement ou indirectement, à la mise au point de procédés nouveaux ou améliorés qui sont exploités par des entreprises existantes ou des entreprises à créer.

Faute de valorisation et d'exploitation économique, ces résultats demeureront sans effet économique et sans valeur ajoutée autre que celle des publications scientifiques et académiques. Et resteront, par conséquent, dans les tiroirs des entités de recherche qui les ont produits. Ce qui constitue un manque à gagner pour l'économie et une occasion perdue d'utiliser les innovations et inventions réalisées pour générer de manière industrielle de la valeur sur le marché et en tirer des bénéfices pour le développement économique du pays. Les projets de recherche aboutissent, généralement, à un niveau de maturité qui les rend proches aussi bien de l'in-

dustrialisation que du marché. Mais ils n'ont à leur disposition, actuellement, qu'un seul instrument de financement: le budget annuel affecté à la Valorisation des Résultats de Recherche, communément appelé VRR.

Un long processus complexe

Selon Boubaya, «pour accéder au VRR, et c'est le défi majeur, les chercheurs doivent passer par un processus d'une quinzaine d'étapes: appel à projets, élaboration du dossier de projet, recherche du partenaire économique, évaluation du projet par des experts, convention tripartite (chercheur, établissement, entité bénéficiaire), étude

technico-économique, obtention du financement, création de l'entreprise, démarrage de l'activité de production, etc.». Ce long processus complexe n'est plus adapté, même si on peut le justifier, dans la mesure où plusieurs de ses étapes sont inutiles et sans une réelle valeur ajoutée. Il en est ainsi des étapes d'évaluation et d'examen pour avis, qui se font par une approche académique le plus souvent déconnectée de l'objectif de transfert du savoir-faire sur le marché, par des experts ou enseignants connaissant peu le monde de la production économique et sans expérience significative des problèmes de valorisation sur le terrain.

BÉNIN

Une croissance économique de 6,2 % en moyenne par an entre 2024 et 2026

L'institution souligne que la réalisation d'une croissance économique durable et résiliente à plus long terme dépendra des efforts d'adaptation au changement climatique. En l'absence d'investissements supplémentaires dans ce domaine, les pertes annuelles moyennes de PIB pourraient atteindre 19 %, d'ici 2050.

L'économie béninoise devrait enregistrer une croissance de 6,2% en moyenne par an entre 2024 et 2026, grâce notamment à la hausse des investissements et l'expansion de la Glo-Djigbé Industrial Zone (GDIZ), une zone industrielle située à 45 km de Cotonou et dédiée à la transformation locale de produits agricoles tels que le coton, les noix de cajou, l'ananas, les noix de karité, a estimé la Banque mondiale ce lundi 13 mai 2024. L'institution a également indiqué dans la 2^e édition de son rapport sur les perspectives économiques du Bénin que les efforts d'assainissement budgétaire déployés en 2023 ont permis de ramener le déficit budgétaire à 4,1 % du PIB, soit le niveau le plus bas depuis 2019, et en baisse par rapport aux 5,5 % de 2022. Cela est dû à un accroissement des recettes totales de 0,7 % pour atteindre 15 % du PIB, tandis que les dépenses publiques ont diminué de 0,6 % pour se situer à 19,2 % du PIB. L'assainissement budgétaire devrait se poursuivre à moyen terme, le déficit bud-

gétaire diminuant encore pour atteindre 2,7 % du PIB, d'ici 2026. Intitulé « S'adapter au changement climatique pour une croissance économique durable et résiliente », le rapport fait cependant remarquer que la fin de la subvention de l'essence au Nigeria en mai 2023, les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement consécutifs à la fermeture de la frontière avec le Niger et les pressions croissantes de la demande ont entraîné une augmentation de l'inflation à 2,8% en 2023, même si ce taux reste en dessous de la moyenne régionale de 3,7 %. S'agissant des perspectives à plus long terme de l'économie béninoise, la Banque mondiale note que la réalisation d'une croissance économique durable et résiliente dans les décennies à venir dépendra des efforts d'adaptation au changement climatique. « En l'absence d'efforts d'adaptation supplémentaires, le changement climatique pourrait entraîner des pertes économiques croissantes, les pertes annuelles moyennes de PIB

pouvant atteindre 19 %, d'ici 2050 », a-t-elle souligné, indiquant que des investissements prioritaires dans l'adaptation et la résilience pourraient réduire considérablement la pauvreté et permettre à près d'un demi-million de personnes de dépasser le seuil de pauvreté par rapport à un scénario où aucune mesure politique ne serait prise. Le rapport recommande dans ce cadre de renforcer les actions dans le secteur agricole, notamment l'adaptation des pratiques agricoles, la restauration des forêts et les investissements dans les ressources en eau. Il est aussi essentiel de remédier aux vulnérabilités du système de santé, en particulier celles exacerbées par le changement climatique, afin de renforcer la résilience des services de santé et d'éducation et de protéger le capital humain. Le renforcement de la résilience aux inondations urbaines et l'investissement dans des infrastructures de transport et numériques résilientes permettront par ailleurs aux personnes et aux marchés de rester connectés.

ANGOLA

L'ANPG signale de nouvelles avancées dans l'exploration du bloc offshore 15

Depuis que l'Angola a décidé de se retirer de l'OPEP, le pays mise sur le renforcement des opérations de recherche pétrogazière dans un contexte de déclin de plusieurs de ses champs producteurs. En Angola, l'organisme national de régulation du secteur pétrogazier (ANPG) a annoncé, lundi 13 mai, avoir réalisé de nouveaux progrès dans le cadre des travaux d'exploration pétrogazière entrepris sur le bloc producteur 15, situé au large des

côtes du pays. Ces avancées sont concrétisées par le forage réussi du puits d'exploration Likembe-01 réalisé jusqu'à une profondeur totale de 3 013 m à travers plusieurs formations datant du Miocène et confirmant la présence d'hydrocarbures. L'initiative est en lien avec la volonté des autorités angolaises d'optimiser la production des champs pétroliers du pays en recourant notamment à des techniques innovantes permettant d'extraire plus efficacement les hydrocarbures pré-

sents dans le sous-sol. Le puits d'exploration Likembe-01 est le premier à être foré dans le cadre de cette ambition d'État encore en cours de formalisation, notamment en ce qui concerne la zone de développement de Kizomba B du bloc 15, dont il confirme le potentiel pétrolier récupérable après plus de 2,5 milliards de barils produits en 20 ans. Dans la foulée de ce nouveau développement, l'ANPG a officialisé la signature d'un accord avec ExxonMobil, l'opérateur du bloc. Il prévoit que

l'ANPG partagera les coûts supplémentaires encourus par ExxonMobil pour forer de nouveaux puits d'exploration dans le bloc 15. En retour, ExxonMobil s'engage à explorer davantage et à développer de nouvelles zones de production pétrolière. L'Angola qui n'est plus membre de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) veut investir 71 milliards de dollars dans son industrie pétrolière sur les quatre prochaines années pour soutenir sa production d'or noir en déclin.

VOIE FERROVIAIRE CAMEROUN-TCHAD L'étude de faisabilité achevée, plusieurs options d'itinéraire

Il était envisagé au début 2 tracs différents : 400 km de rails reliant Ngaoundéré à Moundou pour un coût de 1 160 milliards FCFA, ou 1 400 km via Garoua et Maroua pour finir à N'Djamena, pour un investissement de 1 400 milliards FCFA. Les résultats de l'étude de faisabilité d'un chemin de fer reliant le Tchad et le Cameroun ont été transmis au ministère camerounais des Transports courant avril 2024. S'ils ne sont pas encore rendus publics, ils mettent en exergue 3 possibilités différentes de linéaires reliant Ngaoundéré, la capitale régionale de l'Adamaoua, à la capitale tchadienne N'Djamena, selon Investir au Cameroun. Au cours de la Business Week de l'Union européenne et du Cameroun tenue à Yaoundé en février dernier, un haut cadre du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire indiquait que le 1^{er} tracé envisagé passerait par Garoua, Maroua et Kousséri, et coûterait 4 829 milliards FCFA. Le 2nd tracé traverserait plutôt les villes tchadiennes de Moundou, Kélo et Bongor, pour un coût estimé à 2 988 milliards FCFA. Quant au dernier tracé envisagé, il se ferait via Garoua, Fighil, Kéré, Pala, Kélo et Bongor, nécessitant un budget de 4 948 milliards FCFA. Pour l'heure, aucun accord définitif n'est encore connu. Les deux pays ont obtenu de la Banque africaine de développement un prêt de 2 millions d'unités de compte (plus de 1,2 milliard FCFA au cours actuel du dollar US) pour financer l'étude de ce projet dont l'accord a été signé le 20 février 2021 à Yaoundé, par le représentant pays de la BAD et le ministre camerounais de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, en présence des ministres tchadien et camerounais des Transports. Ce projet vise à faciliter le transit des marchandises du port de Douala vers le Tchad, et aussi à désenclaver les régions septentrionales du Cameroun.

FORMATION PROFESSIONNELLE

La Côte d'Ivoire et le Congo signent 2 accords

Depuis juin 2023, la Côte d'Ivoire et le Congo sont liés par une quinzaine d'accords dans divers domaines dont l'enseignement technique et professionnel. Ces accords ont permis de faciliter la coopération entre les deux pays. La Côte d'Ivoire et le Congo signent, samedi 11 mai, deux accords en matière de formation professionnelle. D'après le ministère ivoirien de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, le premier accord est un programme de formation des formateurs. Dans le cadre de cet accord, des formateurs du Congo viendront en Côte d'Ivoire suivre une formation au sein de L'Institut Péda-

gogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP). Selon la même source, le second accord consacre le jumelage entre le Lycée Professionnel de San Pedro et l'Institut Polytechnique de Kintele de Brazzaville. Il vise à faciliter les échanges et la mobilité des enseignants et des étudiants entre les deux institutions, notamment dans le domaine des bâtiments et travaux publics. Ces deux accords découlent d'un plus grand accord-cadre signé entre les présidents ivoirien et congolais, respectivement Alassane Ouattara et Denis Sassou Nguesso. En juin 2023

les dirigeants des deux pays ont signé une quinzaine d'accords de coopération dans plusieurs domaines dont l'éducation, la formation professionnelle et l'emploi. Dans le fonds, ces accords vont permettre à la partie congolaise de s'inspirer du modèle ivoirien d'enseignement technique et professionnel. Rappelons que les deux accords ont été conclus à l'issue d'un séjour d'une semaine d'une délégation congolaise en terre ivoirienne. Durant son séjour, le groupe conduit par le ministre congolais de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebome a visité plusieurs lieux de formation.

« Lors de notre séjour, nous avons travaillé avec le ministre ivoirien et son équipe à la mise en œuvre de la vision des présidents Alassane Ouattara et Denis Sassou Nguesso. Nous avons ainsi visité le FDFP, l'IPNETP, la Cité de la Formation Professionnelle d'Ebimpé, le Garage-Ecole d'Abobo, le Lycée Professionnel Sectoriel de Yopougon, le Lycée Professionnel Mohammed VI, les Classes Préparatoires du Lycée Technique d'Abidjan, etc. Je quitte Abidjan avec un sentiment de satisfaction. Nous reviendrons. Car, nous voulons nous appuyer sur l'expérience ivoirienne... », a indiqué le membre du gouvernement congolais.

MARCHÉ

Après avoir flambé, les cours du cacao subissent un krach brutal

Les deux contrats à terme sur la matière première agricole ont lourdement chuté lundi, car les prévisions météorologiques ont fait état de pluies qui devraient soutenir la production dans plusieurs pays.

Après la flambée, le krach. Les cours du cacao, qui ont flambé ces derniers trimestres au point de dépasser le mois dernier les 12.000 dollars la tonne, ont plongé lundi. Le contrat de juillet à New York a dévissé sur une journée de 19,8% à 7.130 dollars la tonne tandis que celui de mai à Londres a perdu 21,9%, selon les données d'investing.com.

Selon Bloomberg, la chute sur le contrat de New York est la plus forte enregistrée depuis que les données de marchés sont compilées, soit plus de 60 ans. La baisse des cours a, à priori, été déclenchée par les prévisions météorologiques. Citée par Barchat, la société d'analyses géospatiales Maxar Technologies explique que des averses en Côte d'Ivoire et au Ghana "devraient améliorer quelque peu les conditions de

pousse du cacao". Or la Côte d'Ivoire représente environ 40% de la production mondiale de cacao et le Ghana un peu moins de 20%. Ces prévisions de précipitations concernent également l'Indonésie, troisième producteur mondial.

Des facteurs techniques

Il faut également comprendre que le marché du cacao s'est resserré, avec moins de liquidité et moins de mouvements. L'opérateur de marché ICE a plusieurs fois relevé les exigences en matière de collatéraux – pour simplifier l'argent mis en garantie d'une position acheteuse – requises pour miser sur les contrats à terme sur le cacao. Cette hausse du cash requis en dépôt a pu décourager les investisseurs, qui ne

souhaitent ainsi plus se positionner sur le cacao.

Avec un marché moins liquide, les mouvements de baisses sont amplifiés. Cette faible activité sur le cacao signifie que "les moindres mises à jour des prévisions météorologiques en Afrique de l'Ouest ou les signes de destruction de la demande entraîneront ces fortes variations de prix", a déclaré à Bloomberg John Goodwin, analyste principal des matières premières chez ArrowStream Inc.

Sur un an, les prix du cacao restent toutefois encore en hausse de plus de 120%, pour le contrat américain. Depuis plus d'un an, les cours de la matière première du chocolat ont été pénalisés par de nombreux facteurs du côté de l'offre. "Des conditions météorologiques défavorables, le vieillissement des arbres et les maladies des cultures au Ghana et en Côte d'Ivoire ont fait plus que doubler les prix du cacao au cours de l'année écoulée. La production devrait être in-

férieure à la consommation pour la troisième saison consécutive, ce qui laisse présager un déclin à long terme de la production de cacao dans la région", expliquait le mois dernier Saxo Bank.

"Pour compliquer les choses, un virus très répandu menace la santé des caçoyers, en particulier au Ghana, où la maladie du virus de la pousse de cacao gonflée (CSSVD), véhiculée par des chenilles farineuses, a entraîné des pertes de récolte allant de 15% à 50%", ajoutait l'intermédiaire financier. "En outre, l'escalade des coûts des pesticides et des engrais a imposé des contraintes financières aux agriculteurs, qui ont eu du mal à se procurer ces éléments essentiels à l'entretien des cultures. Les ravageurs qui se sont attaqués aux plants de cacao, diminuant encore les rendements, ne font que compliquer les choses", expliquait également Saxo Bank, un peu plus tôt, en février.

PARIS

Immobile, les investisseurs se montrent prudents

La bourse de Paris évolue à l'équilibre ce matin, autour des 8210 points, alors que Société Générale (+3,7%) et Kering (+2,5%) signent pour l'instant les plus fortes hausses de la cote. Les opérateurs se montrent prudents à la veille de la publication des chiffres de l'inflation aux Etats-Unis. En attendant, les intervenants surveilleront avec intérêt à 14h30 la publication aux Etats-Unis de l'indice des prix à la production (PPI) aux Etats-Unis, qui devrait avoir peu changé en avril. Si ces chiffres devaient être plus faibles que prévu, cela pourrait encourager la Fed à assouplir sa politique monétaire, alors que des chiffres supérieurs aux attentes retarderait encore l'échéance d'une baisse de taux. Dans ce contexte, les investisseurs seront attentifs aux déclarations du président de la banque centrale américaine, Jerome Powell, qui s'exprimera dans l'après-midi à Amsterdam à l'occasion d'une conférence organisée par l'association des banques étrangères aux Pays-Bas. La tendance sur les places européennes pourrait également dépendre des indicateurs économiques du jour, puisque les investisseurs prendront connaissance des derniers chiffres de l'inflation en Allemagne et en Espagne. Sera également surveillé, en fin de matinée, l'indice ZEW du sentiment des investisseurs en Allemagne, qui devrait confirmer que les

perspectives économiques s'améliorent peu à peu dans la première économie d'Europe. L'actualité se fait en revanche relativement calme du côté des résultats de sociétés même si les investisseurs surveilleront la publication du géant américain des magasins de bricolage, Home Depot, prévue avant l'ouverture de Wall Street. Ce matin, le groupe chimique et pharmaceutique allemand Bayer a fait état de performances au premier trimestre en ligne avec les attentes et confirmé ses objectifs pour l'ensemble de l'exercice. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Dassault Systèmes annonce étendre pour cinq ans son partenariat stratégique à long terme avec JLR (Jaguar Land Rover), avec le déploiement de sa plateforme 3DEXPERIENCE dans l'ensemble des programmes automobiles du constructeur britannique. Veolia annonce avoir remporté, via sa filiale SIDEM, un contrat de 320 millions de dollars par lequel il va concevoir et fournir une technologie clé pour l'usine de dessalement d'eau de mer de Hassyan à Dubaï, aux Emirats arabes unis. Enfin, UBS a annoncé maintenir sa recommandation 'neutre' sur Crédit Agricole, tout en remontant son objectif de cours sur le titre de 13,9 à 15,6 euros, une nouvelle cible globalement alignée sur le dernier cours de Bourse de l'action de la banque française.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Mai 2024
Valeur : 16 Mai 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3350	134.3500
1	EUR	EURO		144.8937	144.9637
1	GBP	POUND STERLING		168.5720	168.5908
100	JPY	JAPANESE YEN		85.8645	85.8906
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5602	18.5625
1	CHF	SWISS FRANC		147.9297	147.9626
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1837	98.2450
1	DKK	DANISH KRONE		19.4232	19.4282
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3765	12.3802
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4166	12.4226
1	AED	UAE DIRHAM		36.5726	36.5787
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8160	35.8257
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.5778	437.0527
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7405	43.1700
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3961	13.3976
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4433	27.5839
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5370	3.5374
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.4094	177.4094

La Bourse de Tokyo finit en léger rebond, Hong Kong stagne

La Bourse de Tokyo a terminé mardi en léger rebond, profitant de la faiblesse du yen, mais ses gains ont été limités dans l'attente de nouvelles données sur l'inflation américaine, et Hong Kong stagnait avant les résultats d'Alibaba et Tencent. À Tokyo l'indice vedette Nikkei a pris 0,46% à 38.356,06 points et l'indice élargi Topix a gagné 0,25% à 2.730,95 points. La Bourse de Hong Kong reculait de 0,04% vers 07H10 GMT. Les prix à la production en avril aux États-Unis, attendus plus tard ce mardi, donneront un avant-goût de l'inflation américaine avant l'indice des prix à la consommation CPI mercredi. Le patron de la Réserve fédérale américaine (Fed) Jerome Powell doit

par ailleurs s'exprimer mardi, alors que le suspense perdure sur le calendrier de la baisse des taux directeurs de son institution, un facteur clé pour l'orientation des marchés financiers.

Sony : un duo à la tête de PlayStation

Sony (+0,37%) a annoncé mardi la nomination d'un duo à la tête de sa division jeu vidéo : à compter du 1er juin, Hideaki Nishino sera le directeur général de la plateforme d'activités de Sony Interactive Entertainment (SIE), s'occupant des produits et services de l'univers PlayStation, tandis que Hermen Hulst deviendra le directeur général des studios de jeu vi-

déo de SIE. Tous deux ont été recrutés en interne et occupaient déjà ces fonctions peu ou prou. Hiroki Totoki, qui était le chef par intérim de SIE ces dernières semaines depuis le départ fin mars de l'emblématique patron de cette division Jim Ryan, va en rester le président, en parallèle de ses fonctions de directeur opérationnel et financier de Sony. Le géant technologique japonais a par ailleurs publié ses résultats annuels après la clôture de la Bourse, avec des prévisions très mitigées pour 2024/25. Il s'attend notamment à une nouvelle baisse de son bénéfice net (-4,7%), après un recul de 3,5% en 2023/24, alors que ses ventes dans le jeu vidéo devraient décliner.

Le yen faiblit encore

Le billet vert continuait de grimper face au yen, à raison d'un dollar pour 156,45 yens vers 07H15 GMT contre 156,22 yens lundi à 21H00 GMT. L'euro montait aussi à 168,76 yens contre 168,55 yens la veille, tout en étant quasiment stable par rapport à la monnaie américaine, s'échangeant pour 1,0787 dollar contre 1,0790 dollar la veille. Le marché du pétrole était atone : vers 07H10 GMT le baril de WTI américain faisait du surplace (+0,03% à 79,14 dollars), tout comme le baril de Brent de la mer du Nord (+0,01% à 83,37 dollars).

MALGRÉ L'ESPOIR D'UN ATERRISSAGE EN DOUCEUR

La patronne du FMI prudente pour l'économie mondiale

Malgré une baisse de l'inflation attendue, les perspectives sclérosées de l'économie mondiale appellent à faire preuve de prudence.

La directrice du Fonds monétaire international (FMI) Kristalina Georgieva reste prudente pour l'économie mondiale malgré l'espoir d'un atterrissage en douceur, a-t-elle affirmé lors d'une conférence lundi à Zurich. "L'inflation est sur le déclin" et de nombreuses banques centrales "sont en train de faire des plans pour réduire leurs taux d'intérêts ou "ont commencé à les réduire", a-t-elle expliqué lors d'une conférence aux côtés de Thomas Jordan, président de la Banque nationale suisse (BNS) qui a abaissé son taux d'intérêt de référence d'un quart de point mi-mars. Et on entend le terme "atterrissage en douceur" resurgir, ce qui est "le dénouement probable cette année", a-t-elle poursuivi. "Mais accrochez vos ceintures car nous n'avons pas encore tout à fait atterri", a-t-elle ajouté. "L'inflation est en baisse

mais elle n'est pas éliminée", a-t-elle argumenté lors de cette conférence organisée par l'Institut suisse de recherches internationales à l'Université de Zurich.

"Tsunami"

De plus, la croissance économique se situe à un niveau historiquement bas et l'économie mondiale pourrait être confrontée à de profonds changements notamment avec l'intelligence artificielle, a également souligné Kristalina Georgieva. L'intelligence artificielle risque de heurter le marché du travail "comme un tsunami", avec "très peu de temps" pour préparer les travailleurs et les entreprises à ce changement, a-t-elle prévenu. La directrice du FMI a été interrompue à cinq reprises par des activistes venus protester contre la dette des pays pauvres et le

changement climatique. Alors que Kristalina Georgieva présentait son analyse de la conjoncture économique, une jeune femme s'est levée et l'a interpellée sur les inégalités Nord-Sud. Quelques minutes après avoir repris la parole, d'autres activistes l'ont tour à tour interrompue avant qu'un petit groupe de cinq personnes ne se lève avec une banderole pour demander l'annulation de la dette des pays pauvres. Ils sont ensuite sortis sans incidents. Mi-avril, le FMI a légèrement revu à la hausse sa prévision de croissance pour 2024, l'estimant à 3,2% (contre 3,1% attendu précédemment). L'institution basée à Washington a notamment relevé sa prévision de croissance pour les Etats-Unis, mais a mis en lumière des divergences dans la croissance des économies avancées.

ETATS-UNIS

Washington bloque la vente à une entreprise chinoise d'un terrain près d'un site stratégique

La Maison Blanche a annoncé lundi avoir interdit la vente, à une entreprise chinoise spécialisée dans le "minage" de cryptomonnaies, d'un terrain situé à moins de deux kilomètres d'un site nucléaire militaire pour des raisons de sécurité nationale. Washington s'est basé sur une loi datant de 1950, qui vise à protéger les sites sensibles, pour interdire l'acquisition d'une emprise foncière par l'entreprise MineOne Partners près de la ville de Cheyenne, dans le Wyoming (nord-ouest). L'entreprise souhaitait y installer un site de mi-

nage de cryptomonnaies, l'opération qui consiste à réaliser une importante série de calculs entraînant la production d'une unité de cryptomonnaie, calculs qui nécessitent une importante puissance informatique, et donc de nombreux serveurs. Mais le terrain convoité se situe à proximité de la base aérienne Francis Warren, qui abrite une partie des sites de lancement de missiles nucléaires américains. La transaction représenterait dès lors une "menace de nuire à la sécurité nationale des Etats-Unis", a justifié

la Maison Blanche dans un communiqué.

"Risque significatif pour la sécurité national"

La décision intervient après un signalement par le Comité sur les investissements étrangers aux Etats-Unis (ou CFIUS en anglais), estimant que le risque provenait tant de la proximité avec la base aérienne que de la présence, pour le minage, d'équipements informatiques. "La proximité d'une entreprise étrangère de minage de cryptomonnaies avec un site de missiles stratégiques, élément clé de la force nucléaire américaine, représente un risque significatif pour la sécurité nationale qui a conduit le CFIUS à signaler" la transaction à la Maison Blanche, a justifié le département du Trésor dans un communiqué séparé. Le Trésor précise qu'en temps normal des préconisations peuvent être adressées aux acheteurs afin de "réduire les risques à la sécurité nationale" mais que ces préconisations n'étaient "ni adéquates ni appropriées" dans ce cas de figure.

VEOLIA

La firme décroche un important contrat pour dessaler l'eau de mer aux Emirats Arabes Unis

Le groupe français a remporté un contrat de 300 millions d'euros pour une usine de dessalement d'eau de mer, qui doit fournir de l'eau potable à deux millions de personnes dans les Emirats arabes unis. Le géant de l'eau et des déchets Veolia a remporté un contrat de 320 millions de dollars (300 millions d'euros) pour une usine de dessalement d'eau de mer aux Emirats arabes unis, un projet qui doit permettre de fournir de l'eau potable à deux millions de personnes. Ce contrat prévoit la mise en service d'une usine d'une capacité de 818.000 mètres cubes par jour, par le biais d'une technologie de filtration membranaire par osmose inverse, qui "commencera à fonctionner en 2026, avec une montée en puissance progressive jusqu'à la pleine capacité en 2027", a indiqué le groupe mardi 14 mai. Cette usine, l'une des plus importantes au

monde, sera implantée à environ 55 kilomètres au sud-ouest de Dubaï. Elle sera conçue par Sidem, filiale de Veolia, et alimentée par l'énergie solaire, selon un communiqué. Une usine d'une "exceptionnelle efficacité énergétique" Le groupe promet une usine d'une "exceptionnelle efficacité énergétique", avec un taux de consommation d'énergie de 2,9 KWh par mètre cube, alors que ce type d'installation est souvent pointé du doigt pour son caractère très énergivore. "Ce sera l'usine de dessalement la plus économe en énergie au monde", a indiqué Estelle Brachlianoff, directrice générale du groupe en présentant les résultats du premier trimestre. Autre grief récurrent, l'impact des rejets de ce type d'usine sur le milieu naturel. Mais dans ce projet, affirme Veolia, "l'usine respecte strictement les lois et réglementations envi-

ronnementales en termes de composition, de température et de quantité de saumure rejetée, avec des zones de rejet soigneusement sélectionnées pour atténuer tout impact potentiel sur l'écosystème". Construction "soigneusement planifiée" pour ne pas gêner les tortues Commandée par l'autorité de l'électricité et de l'eau de Dubaï (DEWA) et le groupe saoudien ACWA Power, cette usine sera "la deuxième plus grande usine de dessalement basée sur la technologie d'osmose inverse (OI) au monde", selon Veolia. Elle sera située près du sanctuaire des zones humides de Jebel Ali, un site protégé et une zone marine d'importance internationale sur le plan écologique ou biologique, souligne Veolia, qui assure que les activités de construction ont été "soigneusement planifiées" pour ne pas compromettre la nidification des tortues menacées.

EXPLOITANT À OUTRANCE LES RESSOURCES ET ASSERVISSANT LES ÉCONOMIES LOCALES
L'Union européenne a adopté un modèle de pêche au thon néocolonial

« Loin des yeux, loin du cœur », telle semble être la devise de la diplomatie européenne pour perpétuer un modèle industriel qui ravage les écosystèmes marins et menace la souveraineté alimentaire des Etats côtiers de l'océan Indien. Au cœur des enjeux : le thon tropical. Pour soutenir ce secteur-clé de la pêche industrielle européenne, l'Union européenne (UE) déploie, à quelques jours d'un sommet international, tout l'éventail de sa diplomatie, incluant stratagèmes éhontés et mauvaise foi, pour perpétuer un modèle de prédation néocolonial des ressources de l'océan Indien. Alors que l'UE vient d'adopter une directive sur le devoir de vigilance, les coûts environnementaux et humains associés à ce marché ne peuvent être ignorés : pratiques de pêche destructrices, évasion fiscale, violations des droits humains, pressions politiques... La situation écologique est critique dans l'océan Indien, plaque tournante majeure de ce commerce : deux des trois espèces ciblées de thon tropical sont surpêchées, et la troisième est pêchée au-delà des avis scientifiques depuis des années. Ces monstres d'acier utilisent des DCP Les discussions politiques pour remédier à cette situation sont aussi en fâcheuse posture, tant les intérêts des Etats côtiers de la région (Kenya, Madagascar...), d'une part, et des puissances de pêche « distantes » (UE, Chine, Japon...), d'autre part, sont divergents ; ces derniers parasitant souvent les intérêts des premiers. Les Seychelles par exemple, au cœur de la zone de pêche au thon, soutiennent les navires étrangers, notamment européens, qui y sont domiciliés et alimentent la conserverie de thon de la multinationale Thai Union (qui produit notamment les marques Petit Navire, John West et Mareblu, omniprésentes dans les supermarchés occidentaux), mais nie les revendications des pêcheurs locaux, sacrifiés face aux multinationales étrangères qui ont fait de l'océan Indien leur nouvel eldorado.

NOUVEAUX SUV CITADINS

ils vont vous faire craquer !

Pour un constructeur automobile, investir dans la catégorie des SUV est un bon moyen de doper sa production et ses ventes. Tous les constructeurs généralistes l'ont compris depuis longtemps tandis que les constructeurs plus spécialisés dans le haut de gamme ou le modèle sportif s'y mettent aussi. Parmi les SUV, les modèles citadins ou urbains ont le vent en poupe et ce segment va accueillir de nouveaux modèles, que devraient adorer bon nombre de conducteurs et conductrices.



La catégorie des SUV citadins ne cesse de s'élargir à de nouveaux venus, le dernier en date est l'Alfa Romeo Junior (ex-Milano) qui est un pur produit de la

filière Stellantis puisqu'il reprend les motorisations ainsi que la plateforme de ses cousins Fiat 600 et Jeep Avenger. Il n'y a pas que ces trois modèles urbains chez Stellantis puisque le Peugeot 2008 a été restylé en juin 2023, que le SUV



DS 3 poursuit sa carrière tout comme l'Opel Mokka et le Jeep Renegade. Tandis que le nouveau Citroën C3 Aircross vient d'être dévoilé juste après son cousin technique Opel Frontera qui est le remplaçant de l'Opel Crossland. Les marques concurrentes de Stellantis ne sont pas en reste et Renault qui vient de restyler son Renault Captur dévoile le Renault Symbioz qui est une sorte de Renault Captur rallongé, de sorte qu'il entre dans la catégorie des crossovers compacts (qui dépassent les 4,40 m de long). Mais le constructeur au losange prépare également son premier SUV urbain électrique qui par son style se veut l'héritier de la célèbre Renault 4. Chez les autres constructeurs proches de chez Renault, on travaille aussi sur de nouveaux modèles comme chez Nissan qui prépare une Nissan Leaf inédite qui ne sera plus une berline, mais un crossover, la marque japonaise travail-

lant également sur son premier SUV citadin électrique. Et puis il y a le Mitsubishi ASX qui n'est autre qu'un Renault Captur rebadgé et bien sûr le nouveau Dacia Duster 3 qui avec ses 4,34 m et son tarif bien positionné reste l'un des leaders de la catégorie.

S'ils affichent une taille réduite (plus de quatre mètres cependant), les SUV citadins ne sont pas seulement à l'aise dans les rues de la ville. Polyvalents, ils sont tout aussi capables qu'un SUV de gabarit supérieur d'effectuer de grands trajets, de permettre à une petite famille de voyager d'autant plus qu'ils disposent souvent d'un bon volume de chargement. Maintenant que les SUV citadins ont remplacé les petits breaks (et on est en droit de le regretter), la catégorie va continuer à s'élargir dans les prochaines années.

Ford 100 % électrique en 2030 pour l'Europe: peut-être pas !

Alors qu'il avait annoncé son intention de ne plus commercialiser de modèles équipés d'un moteur thermique sur les marchés européens à partir de 2030, Ford pourrait reconsidérer cette stratégie. Après l'euphorie – ou la panique ? – certains constructeurs commencent à remettre en question leur stratégie d'électrification totale de leur gamme à court ou moyen terme. C'est le cas de Ford. Alors que la marque américaine avait annoncé qu'elle commercialiserait uniquement des modèles électriques à partir de 2030, la firme à l'ovale bleu envisagerait désormais de conserver des modèles à moteur thermique – probablement en configuration hybride rechargeable – au-delà de la décennie en cours. Une révision de sa stratégie qui répond à la baisse de la demande pour les voitures électriques de la part des clients, à la suppression ou diminution des aides et incitants financiers accordés par certains gouvernements et à la lenteur du développement des infrastructures de recharge.

Ce que veut le client

Plutôt que d'avouer avoir mis la charrue avant les bœufs, Ford affirme sa volonté de s'adapter à la demande des clients et donc se réserve la possibilité de continuer à commercialiser des voitures à moteur thermique au-delà de 2030. Le constructeur reconnaît que la demande pour ses modèles électriques – et pour les voitures « 0 émission à batterie » en général – reste en deçà des objectifs initialement fixés, bien que la marque n'ait pas encore de recul sur le succès – ou pas – de l'Explorer EV, cousin technique du Volkswagen ID.4 dont il reprend la base et qui sera produit à Cologne. Il faut en conclure que les carnets de commande pour ce modèle ne sont pas non plus aussi remplis qu'escompté.

L'importance du Royaume-Uni

Toutefois, la stratégie de Ford reste dictée en grande partie par l'évolution de son principal marché « européen », à savoir le Royaume-Uni. Outre-Manche, le mandat ZEV (Zero Emission Vehicle) impose qu'une proportion déterminée des ventes d'un constructeur soit consti-



tuee de modèle « zéro émission » donc électriques a priori. EN 2024, le pourcentage s'élève à 22 % mais augmentera progressivement d'année en année. Les marques qui ne respectent pas ce ratio se verront infliger des amendes. Une perspective inacceptable pour Ford qui préfère limiter ses ventes de voitures à moteur thermique pour éviter les amendes plutôt que de réduire ses tarifs sur les électriques pour les vendre à perte. Dès lors le « surplus » de voitures « thermiques » prévu pour le marché britannique sera écoulé ailleurs.

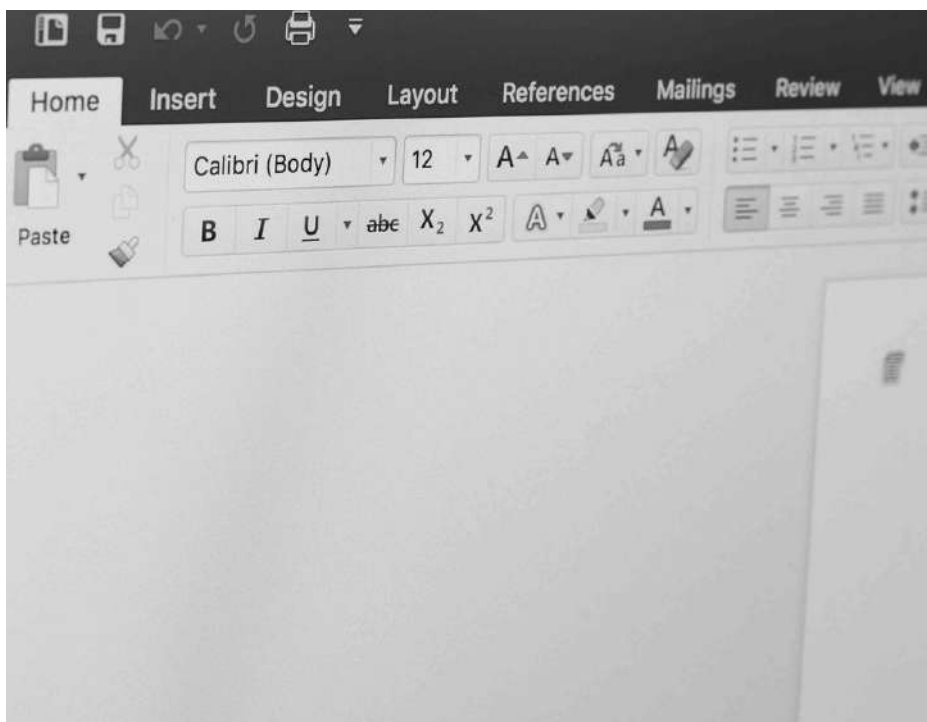
Électrification malgré tout

Cependant, Ford ne remet pas en cause son programme de lancement de nouveaux modèles électriques. Après le Ford E-Transit Custom et le Mustang Mach-E, Ford a lancé l'Explorer EV et présentera encore en 2024 une version électrique du crossover Puma. Le constructeur ne devrait cependant pas proposer d'autres modèles utilisant la plateforme MEB de Volkswagen pour privilégier des voitures conçues entièrement en interne.

WINDOWS

Word va enfin arrêter de casser votre superbe mise en page à chaque copier-coller

Dans sa dernière version en date, Word corrige l'un de ses défauts les plus agaçants : sa gestion hasardeuse du formatage des textes collés depuis le web. De quoi faciliter la vie de tout le monde.



Ca vous est probablement déjà arrivé : vous travaillez sur un document Word depuis 1h avec une police choisie minutieusement, une taille de caractère pas trop provocante et des tirets qui respirent le professionnalisme quand tout à coup, patatras, votre magnifique présentation ne ressemble plus à rien après que vous ayez collé 3 lignes extraites d'un site web. Heureusement, vous n'aurez plus à subir ça très longtemps.

Un formatage fusionné pour moins de prises de tête

Dans la prochaine version à venir (la 2405 build 17624.20000 très précisément), Word deviendra enfin assez intelligent pour conserver le formatage du document sur lequel vous êtes en train de travailler lorsque vous collez du contenu provenant d'une source tierce. Ainsi, si vous êtes en Calibri 11, interligne 1,5 avec liste non ordonnée, l'application de Microsoft respectera scrupuleusement vos choix et tentera de convertir (au

mieux) le texte collé à vos paramètres. Même les listes, intertitres ou titres au formatage fantaisistes glanés sur le web devraient être joliment convertis dans la police de votre choix, promet Microsoft. De quoi faire gagner du temps en évitant de passer 5 minutes à tout bien remettre d'équerre.

Bien choisir son copier-coller

Les utilisateurs et utilisatrices avancées savaient déjà qu'il était possible de choisir entre plusieurs options de copier-coller dans Word, à savoir « Conserver la mise en forme de la source », « Conserver le texte uniquement » ou « Fusionner la mise en forme ». Auparavant, l'option « coller » du clic droit choisissait automatiquement la première, mais désormais ce sera la dernière qui sera sélectionnée par défaut. Celles et ceux qui le souhaitent pourront toujours utiliser le raccourci « Ctrl + Maj + V » pour coller du texte sans aucun formatage.

Si vous voulez conserver le copier-coller actuel, rien de bien compliqué non plus. Une fois la mise à jour reçue, rendez-vous dans Fichier, puis Options et Options avancées. Dans l'encadré « Couper, copier et coller », choisissez l'option qui vous convient pour chacune des sources. À noter tout de même, le nouveau mode de copier-coller ne concerne que la version Windows de Word. Les utilisateurs et utilisatrices de Mac n'y ont pas encore accès, tout comme les internautes qui passent par la version web du logiciel.

Croissance timide pour le marché des tablettes au T1 2024

Les livraisons de tablettes ont crû de 0,5 % au premier trimestre 2024. Cette hausse est intégralement imputable aux bons résultats des fabricants chinois.

Après une longue atonie, le marché mondial des tablettes respire un peu. Au premier trimestre 2024, 30,8 millions de terminaux ont été commercialisés, soit 0,5 % de mieux qu'à la même période l'an dernier, selon IDC. La dernière fois que l'évolution des ventes s'était avérée positive, c'était au deuxième trimestre 2021. Les livraisons avaient alors progressé de 4,2 % à 40,5 millions d'unités. Pour le cabinet d'études, le léger rebond enregistré entre janvier et mars tient au début d'un cycle de mise à jour, qui s'accompagne, en outre, d'un demande plus marquée pour les produits haut de gamme. Il a toutefois peu de chance de déboucher sur des niveaux d'achats équivalents à ceux constatés lors de la pandémie.

« Les véritables gains viendront du prochain cycle de rafraîchissement, suivi d'une croissance sur le segment professionnel, à mesure que davantage de tablettes seront utilisées dans l'Education et par les indépendants qui travaillent avec des plateformes », a déclaré Anu-



roopa Nataraj, analyste chez IDC. « Toutefois, cela ne suffira pas, car l'attrition des achats de tablettes, due à la concurrence des PC et des smartphones, contribuera à assombrir les perspectives du marché. Cela dit, il existe un potentiel de hausse grâce à l'intégration de capacités d'IA similaires à celles attendues dans

d'autres types d'équipements. »

Apple et Samsung en difficulté

Force est de constater qu'Apple et Samsung ne sont pas parvenus à tirer partie du léger rebond enregistré par le marché mondial des tablettes. Numéro un incontesté du secteur, la firme à la pomme a vu ses livraisons se replier de 8,5 % et a ainsi perdu 3,2 points de part de marché (PDM) à 32 %. Un recul qu'IDC explique notamment par l'absence de nouveaux modèles, dont Samsung a également fait les frais. Les ventes du coréen ont reculé de 5,8 %, avec à la clé une baisse de PDM de 1,5 point à 1,7 %.

A l'inverse, les fabricants chinois affichent une santé insolente, à l'image de Huawei. Le numéro trois mondial a enregistré 43,6 % de livraisons supplémentaires sur trois mois. Il affiche ainsi 9,4 % (+2,8 points) de PDM et étend ainsi son avance sur Lenovo. Toutefois, ce dernier n'a pas démerité, gonflant ses ventes de 13,2 % et captant 7 % de PDM. Finalement, la meilleure performance est à mettre au crédit de Xiaomi dont les livraisons ont bondi de 92,6 %. Le fabricant a ainsi quasiment doublé sa PDM à 5,9 %.

PIXEL 9 : 5 MOIS AVANT LEURS SORTIES

Les téléphones de Google se montrent déjà en image



Il ne se passe pas une semaine sans que Google ne voie l'un de ses appareils fuiter sur le web. Cette semaine, c'est au tour des Pixel 9 de se montrer sous toutes leurs coutures.

Si le doute autour du design des Pixel 9 était encore permis, il ne l'est désormais plus vraiment. Le site Rozetked est parvenu à mettre la main sur des exemplaires du Pixel 9, 9 Pro et 9 XL, 5 longs mois avant leur sortie. De quoi admirer les mobiles sous toutes leurs coutures et voir un peu ce que Google prépare pour la fin de l'année.

Des Pixel 9 en pagaille

Comme prévu donc, Google sortira cette année 3 Pixel « classique » (et un modèle pliant pas mentionné ici), avec un modèle « Pro » en petit format qui offrira tous les avantages du modèle XL, mais dans une enveloppe plus compacte. Les modèles « Pro » auront le droit à un dos en verre mat (qui attirera moins les traces de doigts) tandis que le Pixel 9 continuera d'opter pour le verre brillant hérité des Pixel 8 et 8 Pro.

Le Pixel 9 et le Pixel 9 Pro feront peu ou prou la même taille avec un écran de 6,24 pouces pour le premier et 6,34 pouces pour le second, tandis que le modèle XL ira plus loin avec son écran de 6,7 pouces. De quoi contenter celles et ceux qui en ont assez de devoir choisir entre compacité et capacité et souhaitent un mobile haut de gamme qui ne joue pas le gigantisme. Les trois téléphones auront le droit à de l'Oled 120 Hz.

Comme les fuites précédentes le laissaient penser, Google va abandonner le « bandeau photo » iconique des Pixel pour un look cette fois-ci plus proche d'une « pilule photo ». Les deux modèles les plus haut de gamme affichent 3 modules photos au dos (0,5x, 1x, 5x) tandis que le modèle classique n'en a que deux (0,5x, 1x).

Google s'inspire de l'iPhone

Question design, on peut aussi voir que Google a troqué les bords arrondis des Pixel 8 pour un profil plus plat et des tranches biseautées. Une manière de coller aux nouveaux codes de design impulsés par Apple avec les dernières générations d'iPhone. Le modèle XL sera d'ailleurs un poil plus grand que l'iPhone 15 Pro Max. Côté caractéristiques enfin, les trois mobiles embarqueront la puce maison Tensor G4, un GPU Mali G-715, 12 ou 16 Go de RAM et 128 Go de stockage. Il se pourrait que des versions plus généreuses en quantité de stockage soient commercialisées, mais il faudra attendre un peu avant d'en savoir plus là-dessus. Les modèles Pro seront également compatibles avec la technologie ultra wideband qui permet de retrouver facilement des balises Bluetooth.

Mots fléchés

Nettement		Simon, ils de Jonas		Courant		Grappin		Passif		Feux de braises		Cercueils
Volupté								Tranquille				Argent
										Radio-télévision italienne		
										Semblable		
Territoire arabe		Échassier qui peut-être chauve ou sacré		Nids d'aigle		Maison anglaise						
						Cérémonials						Préamplificateur
						Partie de l'arbre						
Ivresse								Gratin				
Fléchir								Prénom féminin espagnol				
					Tantale		Fromage corse		Succédané	Trompé		
Libre service			Surpris							Petite route		Virtuose
Cérium			Mer fermée									
		Renoncements		Conducteur d'animaux						Fils de Noé		
				Condition						Bison d'Europe		
Dieu de la guerre					Opulent						Petit cours d'eau	
Arrogance					Boisson exquise							
						Organisation sportive		Surface agricole				Piédestaux
Grand fleuve				Audition							Silicium	
Amérindien				Cité légendaire							Unir	
			À cet endroit				Chrome	Coiffure rigide		Granit		
										Le pays du matin calme		
Mesure précise	Traces profondes		Réserve									
			Greffe							Cela		
						Refixé Le père était réalisateur, le fils était chanteur						
				Créations								
Harmonie		Septentrional					Vaisseaux sanguins		Néant			
									Mesurer du bois			
					Averties							C'était une langue paléohispanique
					Trône							
Grand froid		Prisse						Fleuve espagnol				Retranchés
		Distance chinoise										
			Inspection							Personnage biblique	Fleuve russe	
Vient de rire			Organe vital								Situé chez le notaire	
Pan de tissu			Coups de baguettes sur un tambour					Demeure				
		Domine						Bac à vaisselles				
Cessation d'activités						Qui est tendu nerveusement						

28 morts et 1495 blessés sur les routes en une semaine

Vingt-huit (28) personnes ont trouvé la mort et 1495 autres ont été blessées dans 1264 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 5 au 11 mai, à travers le pays, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bouïra, avec 4 morts et 44 autres blessées, suite à 28 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 885 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (70 incendies), Chlef (55) et Oran (48), ajoute le communiqué. Durant la même période, 7048 interventions ont été effectuées par les services de la Protection civile pour le sauvetage de 439 personnes en situation de danger, ainsi que 6105 opérations diverses.



AGRICULTURE

La FAO préoccupée par l'utilisation croissante de pesticides

L'antenne nationale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Botswana a exprimé ses craintes que l'utilisation généralisée des pesticides pour faire face aux vermines, aux mauvaises herbes et aux maladies, n'augmente le risque de nuire à des espèces essentielles pour la santé de l'écosystème. S'exprimant à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la santé des végétaux lundi à Gaborone, la représentante adjointe de la FAO, Lesedi Modo-Mmopelwa, a déclaré que jusqu'à 40 % des cultures de subsistance étaient perdues chaque année à cause des vermines, des mauvaises herbes et des maladies. "Non seulement cela affecte l'économie, mais cela impacte aussi gravement la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays, en particulier pour les groupes vulnérables des communautés rurales qui dépendent principalement de l'agriculture", a-t-elle souligné. Selon Mme Modo-Mmopelwa, le changement climatique et les activités humaines nuisent aussi à la santé des plantes et détruisent la biodiversité tout en produisant des habitats favorables pour les vermines et les maladies, causant leur propagation dans différentes régions qui en étaient auparavant dépourvues. L'utilisation des pesticides pourrait augmenter en réaction à la propagation des maladies, mettant en danger les pollinisateurs, les ennemis naturels des vermines, et les organismes d'importance majeure pour la santé de l'écosystème, a-t-elle encore ajouté. "Par conséquent, il est essentiel de protéger la santé des plantes sans s'arrêter aux frontières par la promotion d'une coopération mondiale et de normes internationales, telles que les normes internationales pour les mesures phytosanitaires", a-t-elle soutenu.

PORTS

126 millions de tonnes de marchandises traitées en 2023

Les ports d'Algérie ont traité 126 millions de tonnes de marchandises et plus de 1,55 million de conteneurs équivalents vingt pieds (EPV) en 2023, a indiqué ce mardi le ministre des Transports, M. Mohamed El-Habib Zahana. Le ministre s'exprimait dans une allocution prononcée lors des travaux de la 1ère édition du forum des experts en Innovation, Durabilité, Intelligence et Transport logistique (FE-DIDIT), organisée sous le patronage du ministre des Transports et du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et consacrée au secteur du transport. Dans son allocution, M. Zahana a mis en avant les indicateurs positifs enregistrés par le secteur des transports, tous modes confondus, notamment le transport maritime, les ports d'Algérie ayant traité 126 millions de tonnes de marchandises et plus de 1,55 mil-

lion de conteneurs (EVP), outre le transport de 766 000 voyageurs. S'agissant du transport terrestre, le ministre a révélé que le Groupe Logitrans avait transporté plus de 4,7 millions de tonnes de différentes marchandises en 2023, soit une distance parcourue de près de 126 millions de kilomètres (km), à bord de quelque 3500 camions de différents gabarits, dont 600 camions relevant du parc dudit groupe. D'autre part, M. Zahana a précisé que le nombre de transporteurs routiers publics des voyageurs s'élève à 58.000 transporteurs exploitant 80.000 véhicules pour un total de 2,6 millions de places, en sus du nombre considérable de transporteurs publics de marchandises estimé à 480.000 transporteurs exploitant 745.000 camions avec une charge utile limitée de 8,1 millions de tonnes. Le transport aérien a connu une dynamique et une croissance accélérée durant la période

post-Covid 19, les 36 aéroports ouverts à la navigation aérienne publique ayant enregistré près de 15,4 millions de voyageurs, dont 6,7 millions sur le réseau domestique et 8,6 millions sur le réseau international, dépassant ainsi le niveau enregistré avant la pandémie où leur nombre était de 14,3 millions de voyageurs (2019). Dans une déclaration à la presse en marge du forum, M. Zahana a affirmé que le secteur des Transports est prêt en termes de préparatifs pour la saison du hadj, ajoutant qu'un programme spécial est arrêté pour assurer le transport maritime et aérien durant la saison estivale. La 1e édition du FEDIDIT se déroule avec la participation de représentants d'entreprises publiques activant dans le domaine des transports, tous modes confondus, de représentants de start-up et d'autres spécialisées dans les domaines financier et des assurances.

RUSSIE

Vladimir Poutine se rendra en Chine les 16 et 17 mai

Le président Vladimir Poutine effectuera une visite d'Etat en Chine cette semaine, selon le ministère chinois des Affaires étrangères. « Sur invitation du président Xi Jinping, le président russe Vladimir Poutine effectuera une visite d'Etat en Chine du 16 au 17 mai », soit jeudi et vendredi, a annoncé la

porte-parole du ministère; Mme Chunying, citée par l'agence de presse, Chine Nouvelle. Lors de la visite, M. Poutine visitera les villes de Pékin et Harbin, a précisé le Kremlin, cité par l'agence de presse, Sputnik. Il s'agira du premier déplacement à l'étranger du président russe depuis sa réélec-

tion en mars dernier. Selon la même source, les deux dirigeants discuteront des questions liées au partenariat global et à l'interaction stratégique. Ils échangeront également leurs points de vue sur les questions internationales et régionales « les plus urgentes ». A l'issue des négociations, une déclaration

commune des chefs d'Etat sera signée, outre des documents bilatéraux. Les deux Présidents participeront à une soirée de gala pour marquer le 75e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques et l'ouverture des Années de la culture de la Russie et de la Chine.

ALI AOUN

«L'Algérie passe d'un pays importateur à exportateur en produits sidérurgiques»

Le ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, a indiqué, ce mardi, que « le secteur des mines et de la sidérurgie, a transformé l'Algérie de pays importateur à un pays exportateur », affirmant avoir « une totale confiance en les opérateurs qui activent dans ce secteur ». Intervenant à la 27e édition du Global CEO Survey de PWC, tenue pour la première fois en Algérie, ce mardi, à l'hôtel Sheraton d'Alger, M. Aoun a

rappelé que « les besoins de l'Algérie ont été majoritairement couverts par les importations jusqu'à l'arrivée de deux nouveaux complexes sidérurgiques et qui ont permis d'inverser la tendance ». Selon M. Aoun, avec une production annuelle de 4,3 millions de tonnes de produits sidérurgiques et l'exploitation future du minerai de fer de Gara Djebilat, l'Algérie est en phase de se positionner comme un acteur majeur, voir un fournisseur majeur pour l'ensemble de ses partenaires.

Egalement présent à la 27e édition de Global CEO survey de PWC, le premier responsable de Towsyali Algérie, Alp Topçuoğlu, a révélé que l'entreprise va lancer trois nouveaux projets en Algérie. Selon ce responsable, le premier projet vise à accompagner l'industrie automobile, le second s'articule autour d'une production au gisement de Gara Djebilat et le troisième consiste à lancer une unité de production de l'hydrogène Vert.

ORAN

Portes ouvertes sur l'Ecole supérieure des Douanes

La manifestation « Portes ouvertes » sur l'Ecole supérieure des Douanes d'Oran a été inaugurée, ce mardi, dans le but de vulgariser auprès des visiteurs les activités des établissements de formation et leur expliquer les modalités d'accès à leurs structures en sus de leur faire connaître les cursus enseignés et les techniques appliquées. La cérémonie inaugurale de cette manifestation de trois jours a été supervisée par le wali d'Oran, Saïd Sayoud, en présence du Directeur régional par intérim de l'Ecole régionale des Douanes, dont le siège est implanté à Oran, Meliani Omar, ainsi que des autorités locales de la wilaya. Lors de

son allocution, Meliani a affirmé que « la priorité des priorités accordée, aujourd'hui, par l'institution des Douanes est de hisser le niveau de la formation théorique des agents et de développer leur niveau de connaissances pratiques, parallèlement au renforcement de leurs aptitudes sur le terrain et leur intégration à leur environnement scientifique de manière objective ». Le même responsable a indiqué, dans ce contexte, que l'institution des Douanes a élaboré un programme ambitieux axé sur la révision du statut particulier des Douanes, et ce, en fixant des critères de sélection pour le recrutement, dans l'optique

d'assurer la transparence et l'égalité des chances et détecter les compétences. Il a ajouté, d'autre part, que le programme en question est « basé sur la combinaison entre l'enseignement académique et douanier et la formation paramilitaire à caractère opérationnel », faisant observer qu'il (le programme) « s'appuie sur les méthodes modernes de numérisation, en assurant au fonctionnaire des Douanes une formation continue le long de sa carrière professionnelle ». Il convient de signaler qu'un exposé sur la numérisation du secteur des Douanes à travers lequel le nouveau système d'information des Douanes algériennes « ALCES

» a été mis en relief. Selon les explications fournies, ce système destiné à faciliter les procédures douanières, est basé sur trois volets, à savoir le Centre des données (Data center), le réseau de communication et les logiciels. Le Data Center, achevé en 2021, est actuellement opérationnel, sachant que tous les postes douaniers pouvant être connectés au réseau de fibre optique, selon les mêmes explications, qui font état de 197 postes déjà connectés à ce réseau, signalant la réalisation d'une station principale et de stations fixes et mobiles, dont 84 sont reliées au satellite algérien ALCOM SAT 1.